



UPA POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles

PROTÉGER L'EAU, POUR CULTIVER L'AVENIR!



PIERRE RICARD
Jardins Ricard
Louiseville, Mauricie

**LE LAC SAINT-PIERRE,
BEAUCOUP PLUS QU'UN
ENJEU FAUNIQUE**

Page 5

**DES BANDES RIVERAINES,
POUR L'AMOUR DE NOS
COURS D'EAU**

Page 11

**UTILISATION DES PESTICIDES :
UN PLAN Tourné VERS
L'ACTION ET LA MOBILISATION**

Page 13



EN RÉGION

**ABITIBI-
TÉMISCAMINGUE**

Rencontre avec les leaders socioéconomiques

OUTAOUAIS-LAURENTIDES

Des producteurs de Papineau à l'œuvre pour protéger les bandes riveraines

LANAUDIÈRE

Stage UPA DI : fermes hôtes recherchées

MONTÉRÉGIE

Le Syndicat de l'UPA de la rivière Noire met ses producteurs en vedette

CENTRE-DU-QUÉBEC

À la rencontre du monde municipal

ESTRIE

Maxime Lafond, nouveau président de la relève

MAURICIE

Le 26 mars, ne manquez pas notre AGA

**CAPITALE-NATIONALE-
CÔTE-NORD**

Nouvelle travailleuse sociale en milieu agricole

**SAGUENAY-
LAC-SAINT-JEAN**

Le centre d'emploi élargit son offre de services

CHAUDIÈRE-APPALACHES

En route vers les PDZA : MRC Robert-Cliche et de Lotbinière

BAS-SAINT-LAURENT

Un tremplin vers un emploi permanent en production laitière

GASPÉSIE-LES ÎLES

Six agriculteurs de la région récompensés

ENTREPRENDRE LA VOIE DE LA CROISSANCE



AGRICARTE, FIÈRE PARTENAIRE DU PROGRAMME AVANTAGES DE L'UPA

Faites croître vos bénéfices grâce à un outil de financement offert exclusivement aux producteurs agricoles canadiens, et ce, sans frais annuels.

agricarte.ca

 AgriCarte®

 **Desjardins**
Entreprises

Coopérer pour créer l'avenir

183287

T-13662F (2016/01)

EN TÊTE À TÊTE

POUR FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES PRODUCTEURS

MARCEL GROLEAU

PRÉSIDENT GÉNÉRAL DE L'UNION



Tous le reconnaissent, le lac Saint-Pierre constitue un site d'une grande richesse, autant d'un point de vue biologique qu'économique. Il s'agit aussi d'un territoire où l'agriculture est bien présente et où de nombreuses familles cultivent depuis des générations leurs terres parmi les plus riches et fertiles du Québec. Or, la cohabitation agriculture-faune y est de plus en plus difficile. Certains habitats fauniques – notamment celui de la perchaude – étant en péril, la pratique de notre métier y est plus que jamais menacée.

La pression s'accroît sur notre secteur et, si rien n'est fait, des décisions pourraient être prises et mettre en péril l'existence de certaines d'entreprises agricoles bien implantées dans la région. Certaines de ces contraintes pourraient même avoir des répercussions sur la pratique de notre agriculture à la grandeur du Québec. Ce mois-ci, *L'U* présente un dossier

complet sur le lac Saint-Pierre, un dossier qui soulève un enjeu beaucoup plus large que la sauvegarde de la perchaude et pour lequel la voix des producteurs doit absolument être entendue et défendue.

Dans la même veine, alors que la question de la qualité de l'eau en milieu agricole revient régulièrement dans l'actualité, l'Union lance ce printemps une nouvelle campagne de mobilisation intitulée Opération bandes riveraines. Cette campagne vise à sensibiliser les producteurs à la protection de leurs cours d'eau, mais aussi à faire connaître les actions réalisées en ce sens par les agriculteurs de tout le Québec. L'utilisation de pesticides en agriculture, et plus particulièrement leurs impacts sur la santé et sur l'environnement, constitue un autre dossier qui continue de susciter beaucoup d'inquiétudes. À ce sujet, l'Union vient d'adopter un plan d'action triennal en

phytoprotection qui propose des interventions adaptées aux besoins des producteurs et tenant compte de la réalité de notre secteur. Plus de détails dans ce numéro.

Dans un autre ordre d'idées, on ne pouvait passer sous silence tout le travail de mobilisation réalisé au cours des derniers mois dans le dossier de la réforme de la taxation foncière agricole. L'engagement indéfectible des administrateurs, mais aussi des milliers de producteurs et partenaires qui nous ont soutenus dans cette cause, nous a permis de marquer des points. Même si le fond du dossier, soit la hausse substantielle de la valeur des terres et leur mode d'évaluation, reste entier et n'est pas encore réglé, la table est mise pour amorcer des discussions au sein d'un comité de travail avec le gouvernement et le monde municipal. À suivre. ✕

SOMMAIRE

• EN TÊTE À TÊTE	3	• LA CHRONIQUE DE SAM TURLUPINE	19
• LES GRANDS DOSSIERS DE L'UNION	4	• COUP DE CHAPEAU	20
• À VOTRE SERVICE	13	• AU-DELÀ DES CHIFFRES	22
• LE TRAIT D'UNION	14	• ÇA SE PASSE CHEZ VOUS	25

La revue *L'U* est publiée par l'Union des producteurs agricoles (UPA) pour les producteurs agricoles et forestiers du Québec. Animée par les valeurs qui fondent la raison d'être de l'UPA, elle est le reflet de la vitalité de l'organisation et de la force de son réseau. Elle fait connaître et valorise l'action collective menée par les producteurs, qu'elle soit de portée locale, régionale, sectorielle ou provinciale. Elle souligne les efforts déployés pour organiser collectivement et démocratiquement la mise en marché des produits agricoles et forestiers. Elle aborde aussi les grands dossiers de l'heure sous l'angle syndical et suscite une réflexion sur des enjeux qui nous concernent tous. Elle se veut également un contrepoint aux voix qui s'élèvent contre ces outils collectifs et est résolument syndicale. Publiée 10 fois l'an, *L'U* est distribuée gratuitement à tous les producteurs et productrices du Québec.

Les photos, illustrations et textes publiés dans *L'U* ne peuvent être réutilisés sans autorisation.

Pour nous joindre : 555, boul. Roland-Therrien, bureau 100, Longueuil (Québec) J4H 3Y9 / Courriel : lu@upa.qc.ca / www.lu.upa.qc.ca



Éditeur :
L'Union des producteurs agricoles
Direction des communications
et de la vie syndicale

Impression :
Imprimerie Transmag

Photo de la page couverture :
Yves Lacombe

ISSN 2369-758X (imprimé)
ISSN 2369-7598 (en ligne)



LES GRANDS DOSSIERS DE L'UNION

PROTÉGER L'EAU, POUR CULTIVER L'AVENIR

Au cours des dernières décennies, les producteurs du Québec ont constamment adapté leurs pratiques afin de réduire l'impact des activités agricoles sur nos cours d'eau. Des gains importants ont été réalisés et la qualité de l'eau s'est améliorée de façon générale. Malgré ces avancées, il reste encore bien du travail à faire pour régler la situation. La gestion intégrée de l'eau en milieu agricole demeure un défi de cohabitation toujours d'actualité, qui nous concerne tous. L'U vous propose ce mois-ci de faire le point sur deux éléments portant directement sur cet enjeu, soit le dossier du lac Saint-Pierre et celui des bandes riveraines.

« Il y a un élément crucial à ne pas perdre de vue dans le dossier du littoral du lac Saint-Pierre : c'est l'importance de défendre les intérêts des hommes et des femmes qui vivent de ces excellentes terres et qui les entretiennent de génération en génération. Qu'on se préoccupe du sort de la perchaude, c'est tout à fait louable. Les producteurs concernés sont conscients de la problématique et sont prêts à faire des efforts. Mais pas à n'importe quel prix! Les solutions qui seront mises de l'avant devront être aussi viables que ce qui se fait aujourd'hui. »

*— Marcel Papin, président,
Fédération de l'UPA de Lanaudière*



LE LAC SAINT-PIERRE, BEAUCOUP PLUS QU'UN ENJEU FAUNIQUE

PROTÉGER LE TERRITOIRE EN PRATIQUANT UNE AGRICULTURE DURABLE

Tous s'entendent pour dire que le lac Saint-Pierre est un site exceptionnel. D'une superficie de 500 km², le vaste territoire qui l'abrite compte plus de 70 % des espèces d'oiseaux et de poissons d'eau douce du Québec, sans compter de nombreux milieux humides de qualité. Pas surprenant qu'en 2001, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ait désigné ce joyau de biodiversité comme Réserve mondiale de la biosphère.

Depuis plusieurs siècles, l'agriculture se déploie sur les sols fertiles des basses terres du Saint-Laurent, qui bordent le lac Saint-Pierre en façonnant le paysage des lieux. La pratique de l'agriculture, tout comme celle des autres activités humaines présentes sur le territoire (implantations résidentielle et de villégiature, usages commerciaux, industriels et récréatifs, transports maritime et terrestre, etc.), exercent une pression importante sur ces milieux naturels et affectent la qualité de l'eau de même que les habitats fauniques.

30 ANS D'HISTOIRE

Vers la fin des années 1980, à la suite de l'élaboration du Plan d'action Saint-Laurent par les gouvernements provincial et fédéral, l'enjeu de la protection du lac Saint-Pierre a été mis en lumière. À partir de ce moment, la Zone d'intervention prioritaire (ZIP) pour la région du lac Saint-Pierre a été établie, les groupes locaux se sont organisés, les mouvements écologiques se sont mobilisés et, plus récemment, le Plan d'action Saint-Laurent 2011-2026 a été adopté avec sa stratégie d'intervention pour l'avenir du lac Saint-Pierre.

Celle-ci vise à cibler et à instaurer de manière concertée des actions destinées à améliorer l'état de santé du lac Saint-Pierre. On veut travailler sur la qualité de l'eau, restaurer les habitats et mettre en valeur l'écosystème et le potentiel économique du lac. La stratégie fait appel à de nombreux intervenants, dont plus de 18 agences et ministères. Beaucoup de spécialistes sont mis à contribution, mais peu d'entre eux détiennent une expertise agricole.

L'AGRICULTURE ENCORE POINTÉE DU DOIGT

Même si l'agriculture n'est pas la seule activité à exercer une pression sur la qualité des eaux et des habitats de la région, la Table de concertation régionale (TCR) du lac Saint-Pierre cible directement le secteur agricole et s'apprête à déposer au ministère de l'Environnement un plan d'action comprenant plusieurs mesures qui, si elles étaient adoptées, auraient ni plus ni moins pour effet de mettre en péril l'existence de nombreuses entreprises agricoles présentes sur le territoire depuis plusieurs générations.

On y recommande notamment de cesser la pratique de l'agriculture sur des milliers d'hectares, de remplacer les cultures de céréales, de maïs et de soya par des cultures dites « fauniques » en certains endroits et d'adopter des pratiques agronomiques favorables à l'habitat de la perchaude. Ce sont des recommandations qui sont, à notre avis, incomplètes et prématurées.

En effet, avant d'aller de l'avant avec de tels changements, il faut veiller à ce que les solutions envisagées soient à la fois rentables pour les entreprises

agricoles et compatibles avec les besoins de l'habitat de la perchaude. Il ne faut pas oublier que cette cohabitation nécessite des actions (entretien des cours d'eau, aménagement de ponceaux, etc.) qui assurent la libre circulation des poissons ainsi que le bon égouttement des terres agricoles.

Nous reconnaissons que des actions doivent être posées pour favoriser le rétablissement et la restauration d'habitats fauniques. Cependant, celles-ci doivent se réaliser dans une perspective de développement durable et de préservation des activités présentes sur le territoire. Les producteurs qui sont les premiers touchés souhaitent avant tout être consultés et participer à la recherche ainsi qu'à la mise en œuvre de solutions. >>



Le lac Saint-Pierre, c'est un vaste plan d'eau de 30 km de long sur 13 km de large, d'une profondeur moyenne de 2,7 m. Pour la portion terrestre, il s'agit d'un immense bassin versant d'une superficie de 46 047 km² couvrant six régions du Québec, soit Lanaudière, la Mauricie, le Centre-du-Québec, la Montérégie, l'Estrie et la Chaudière-Appalaches. Sans compter les 11 rivières d'importance (rivières Bayonne, Chicot, du Loup, L'Assomption, La Chaloupe, Maskinongé, Nicolet, Richelieu, Saint-François, Yamachiche et petite rivière Yamachiche, et Yamaska) qui se jettent dans ce cours d'eau.

L'ENJEU AGRICOLE

Aujourd'hui encore, les activités agricoles sont importantes dans la région du lac Saint-Pierre. L'agriculture que l'on y pratique s'est toutefois transformée au cours des dernières décennies, tout comme ailleurs au Québec, en s'intensifiant et en se spécialisant. Les cultures pérennes comme le foin et les pâturages, qui représentaient plusieurs milliers d'hectares, ont été converties en cultures annuelles telles que céréales, maïs et soya.

Ce changement de cultures, qui comportent des périodes dans l'année où les sols sont à nu, a eu pour effet d'augmenter la charge sédimentaire dans les eaux du lac. Rappelons ici que de nombreux affluents viennent se déverser dans le lac Saint-Pierre et que ce dernier sert en quelque sorte de récepteur final pour l'égouttement de milliers d'hectares de terre. En raison de cette abondance de sédiments, qui entraînent avec eux phosphates, pesticides et nitrates, la qualité de l'eau s'est détériorée, ce qui a eu pour conséquence la détérioration d'habitats destinés à la reproduction et la croissance de la perchaude.

LE LITTORAL, CETTE FAMEUSE ZONE SENSIBLE

Lorsqu'au printemps, la fonte des neiges gonfle les rivières et le fleuve Saint-Laurent, le niveau du lac augmente de plus de 2 m, ce qui le fait déborder largement à l'intérieur des terres. Plusieurs milliers d'hectares de terres riveraines sont ainsi submergés par les eaux à partir du mois d'avril, pendant cinq à neuf semaines. La région devient alors la plus grande plaine inondable d'eau douce du Québec. L'étendue de l'inondation varie d'une année à l'autre selon l'ampleur des crues. La zone inondée en moyenne une fois tous les deux ans est appelée le littoral. ✕

LES INCONTOURNABLES POUR LA GESTION INTÉGRÉE DE LA RÉGION DU LAC SAINT-PIERRE

1) DÉVELOPPER L'EXPERTISE ET LES SERVICES-CONSEILS

- ▶ Le développement de pratiques agricoles viables et compatibles en présence d'habitats fauniques nécessite de la recherche et le développement de solutions reconnues par le milieu, qui intègrent l'agronomie;
- ▶ Les producteurs doivent pouvoir compter sur des services-conseils de pointe, notamment en agronomie, en génie rural, en biologie et en économie, afin d'être accompagnés dans l'adoption de ces pratiques.

2) ASSURER L'ADAPTATION DES ENTREPRISES

- ▶ Proposer des échéanciers réalistes pour permettre aux agriculteurs de se conformer aux nouvelles mesures;
- ▶ Prévoir des compensations financières pour les producteurs qui ne pourront adapter leurs pratiques ou perdront l'usage de leurs terres.

3) FAVORISER LA COEXISTENCE DURABLE DES ACTIVITÉS

- ▶ Depuis des siècles, les activités agricoles et fauniques coexistent au lac Saint-Pierre. Celles-ci assurent l'occupation du territoire et génèrent des retombées économiques (emplois, revenus);
- ▶ Cette cohabitation nécessitera des aménagements et des infrastructures adaptées, en bon état, qui assurent le libre écoulement des cours d'eau et le bon égouttement des terres agricoles;
- ▶ Des mesures de suivi devront être mises en place pour évaluer les retombées des efforts déployés par le secteur agricole et l'ensemble des acteurs. ✕





« La Fédération de l'UPA de la Mauricie est désolée de constater que l'agriculture est la première pointée du doigt dans le dossier de la détérioration des eaux du lac Saint-Pierre. Nous sommes les premiers à être concernés par la préservation des ressources naturelles, car sans elles, notre industrie ne peut être viable à long terme. Nous sommes très ouverts à nous impliquer dans ce dossier délicat, mais nous sommes convaincus que le problème doit être résolu de manière holistique, c'est-à-dire que tous les facteurs de dégradation doivent être envisagés sur un même front.

Les enjeux qui concernent notamment la carpe asiatique, le drainage de la voie maritime ainsi que la pêche sportive et commerciale sont à considérer pour trouver une solution durable.

Ce n'est pas à l'agriculture de porter seule le chapeau. »

— Jean-Marie Giguère, président, Fédération de l'UPA de la Mauricie



LES EFFETS COLLATÉRAUX D'UNE APPROCHE EN SILO

Pierre Ricard, un producteur de sarrasin de Louiseville en Mauricie, s'inquiète que la nouvelle réglementation dans le dossier du lac Saint-Pierre vienne détruire le patrimoine de sa ville.

Depuis 1978, Louiseville organise le Festival de la galette de sarrasin, qui attire plusieurs milliers de visiteurs et qui a valu à la municipalité le surnom de « pays du sarrasin ».

M. Ricard explique que le sarrasin est parfaitement adapté à la culture dans les zones inondables de la région de Maskinongé. « On sème le sarrasin assez tard en saison, quand l'eau se retire de nos terres. En plus, c'est une plante relativement sauvage, qui n'a pas besoin d'engrais ni de pesticides. »

Si la Table de concertation décide de retirer les cultures des zones du littoral, les producteurs de Louiseville et des environs perdront des dizaines d'hectares au nord de l'autoroute 40. « Qu'est-ce qui va arriver à notre festival si on ne peut plus cultiver le sarrasin? » demande M. Ricard.

POUR NOURRIR LE MONDE

Celui qui est aussi producteur maraîcher déplore que les décisions importantes entourant le lac Saint-Pierre soient prises par des gens qui n'habitent pas le secteur.

« Ils ne prennent pas en compte notre manière de vivre et la spécificité du milieu, souligne-t-il. Ils pensent que les agriculteurs détruisent tout alors que tout ce qu'on veut, c'est nourrir le monde en protégeant l'environnement pour les générations qui vont suivre. »

Les décideurs privilégient trop souvent une approche en silo, qui ne tient pas compte des effets collatéraux d'une nouvelle réglementation, dit-il. « Quand on nous enlève des terres, c'est toute l'économie de la région qui en souffre. Le dossier du lac Saint-Pierre, c'est une destruction lente de notre diversité culturelle, économique et sociale. » Selon lui, la solution réside davantage dans l'accompagnement que dans une réglementation plus sévère. ✕



Pierre Ricard, de Louiseville, s'inquiète que la nouvelle réglementation dans le dossier du lac Saint-Pierre vienne détruire le patrimoine de sa ville.

UN APPEL À LA COLLABORATION

Tout le monde doit mettre la main à la pâte pour améliorer la condition du lac Saint-Pierre. C'est du moins ce qu'estime **Bernard Marin**, producteur de grandes cultures et de légumes de transformation à Pierreville, dans le Centre-du-Québec.

M. Marin possède un boisé qui borde le lac Saint-Pierre sur une distance de 1 500 pi. Selon lui, il ne faut pas nier l'impact de l'agriculture sur l'écosystème du lac. Aujourd'hui, on fait davantage de grandes cultures et de cultures annuelles. Ça a des conséquences sur la qualité de l'eau, la faune et la biodiversité. » Le problème est toutefois beaucoup plus large, dit-il. « On parle des impacts négatifs de l'agriculture en bordure du lac, mais on ne va pas régler le problème en regardant juste ça. Le lac subit les chocs de toutes les rivières qui s'y jettent. »

Les citoyens qui ont construit des chalets près du lac, les plaisanciers, les industries... Toute la collectivité doit faire ses devoirs pour protéger la nature, indique le producteur.

« On doit travailler ensemble pour trouver des solutions. C'est le temps de se demander : "Qu'est-ce qu'on peut faire comme êtres humains pour corriger nos erreurs du passé?" »

LES BOTTINES DOIVENT SUIVRE LES BABINES

Véritable amoureux de la nature, Bernard Marin a déjà fait son bout de chemin pour améliorer la condition du lac Saint-Pierre. Il a par exemple fait des aménagements pour la faune et construit des cabanes pour le canard branchu. Et il l'a fait de son propre chef, précise-t-il. « C'est important d'exercer des actions concrètes et de montrer l'exemple », souligne M. Marin. Le producteur croit qu'il est facile de poser des gestes qui auront un impact positif. « Ne serait-ce que de respecter les bandes riveraines », illustre-t-il. ✕



Bernard Marin a réalisé de nombreux aménagements pour la faune et construit des cabanes pour le canard branchu.

© Carole Labbé

LES PRODUCTEURS VEULENT PARTICIPER À LA RECHERCHE DE SOLUTIONS

En février dernier, les agriculteurs qui cultivent des terres en bordure du lac Saint-Pierre ont participé à deux rencontres d'information, l'une organisée par les fédérations de Lanaudière et de la Mauricie, l'autre par celles de la Montérégie et du Centre-du-Québec. Lors de ces réunions, auxquelles près de 150 producteurs étaient présents, la coordonnatrice des travaux de la Table de concertation régionale du lac Saint-Pierre a présenté le Plan d'action sur la cohabitation agriculture-faune en zone littorale que l'organisme s'apprête à déposer au ministère de l'Environnement.

Les producteurs ont été à même de constater que les nouvelles mesures de protection des habitats fauniques qui y sont proposées auront pour effet de réduire les superficies cultivées. Ces propositions ont fait réagir les producteurs, qui n'ont pas manqué de rappeler que les aménagements fauniques qui existent au lac Saint-Pierre sont souvent problématiques et ne donnent pas les résultats prévus. Ils ont aussi eu l'occasion d'expliquer les contraintes qu'ils subissent depuis plusieurs années en raison des retards dans l'entretien des cours d'eau. Ils ont exprimé haut et fort leur volonté de participer à l'élaboration de solutions plutôt que de se voir imposer des règles qui pourraient menacer la rentabilité de leur ferme et, du même souffle, son transfert à la prochaine génération. ✕



Le 9 février, une soixantaine de producteurs agricoles des régions de Lanaudière et de la Mauricie ont assisté à une rencontre d'information présentant le plan d'action élaboré par le Comité sur la gestion du littoral du lac Saint-Pierre. Ils ont tenu à rappeler l'importance économique, mais également culturelle et patrimoniale de l'agriculture au lac Saint-Pierre.

MONTÉRÉGIE

BAIE LAVALLIÈRE : LA LUMIÈRE AU BOUT DU TUNNEL?

Le cas de la baie Lavallière met en évidence la difficile cohabitation des usages agricoles et fauniques au pourtour du lac Saint-Pierre. Dans ce secteur, la présence d'un barrage et de digues à l'embouchure de la baie conjuguée à l'absence d'entretien des cours d'eau en amont, accentue l'impact sur l'hydrologie locale et affecte la rentabilité des terres agricoles situées à proximité de la zone marécageuse.

D'envergure locale au départ, le dossier a rapidement pris une ampleur régionale, autant en ce qui concerne les interventions politiques qu'en ce qui a trait au soutien technique et stratégique. La persévérance des producteurs et des administrateurs du Syndicat de l'UPA de Richelieu-Yamaska et de la Fédération de l'UPA de la Montérégie a été mise à rude épreuve dans ce dossier. Après 15 ans de travail acharné, de nouveaux partenariats ont été développés, des recherches et des analyses ont été réalisées, les connaissances scientifiques ont évolué et les agriculteurs ont retrouvé la notoriété qui leur revient.

Malgré les gains obtenus, le travail n'est pas terminé. La Fédération poursuit son action pour améliorer l'écoulement de l'eau du bassin versant et permettre aux 12 entreprises agricoles touchées par les inondations de pratiquer une agriculture durable et rentable. La Fédération a déposé, en mars 2016, un projet agroenvironnemental d'envergure qui couvre l'ensemble du bassin versant, soit 20 200 ha, et qui donne la possibilité de bonifier l'accompagnement offert aux 135 agriculteurs visés.

Quand le projet de bassin versant verra le jour, les producteurs du territoire auront accès à une ressource sur le terrain dédiée aux actions agroenvironnementales et à un financement supplémentaire du programme Prime-Vert. La Fédération a également espoir d'en arriver à une entente qui permettra d'améliorer les conditions de vie des producteurs touchés par les inondations récurrentes au moyen du versement d'une juste compensation, comme l'a promis le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ). Un dossier à suivre. ✕



Depuis plusieurs années, des producteurs de la baie Lavallière subissent des pertes à la suite d'inondations de leurs champs cultivés.



« Notre fédération travaille activement dans ce dossier avec les intervenants depuis plusieurs mois et nous comprenons bien les problématiques sociétales inhérentes au lac Saint-Pierre. Toutefois, l'agriculture dans cette région est bien particulière. Les producteurs visés, présents depuis plus d'une centaine d'années, doivent avoir accès à un véritable accompagnement financier et technique afin d'être en mesure de continuer à cultiver leurs terres. »

— Christian St-Jacques, président,
Fédération de l'UPA de la Montérégie



« La modernisation de notre société engendre des conséquences que nous avons sous-évaluées. L'utilisation du Saint-Laurent pour la navigation en est un bel exemple. Encore une fois, les producteurs sont pointés du doigt, mais qu'en est-il de tous les autres acteurs? Le fait d'agrandir la zone de protection du littoral du lac Saint-Pierre au détriment de l'agriculture ne règlera rien si aucune modification n'est apportée aux activités qui se passent au large. »

— Daniel Habel, président de la Fédération
de l'UPA du Centre-du-Québec

ENTREVUE

AVEC MARTIN CARON



L'Union doit prendre sa place et mettre à contribution son expertise agricole dans le dossier du lac Saint-Pierre, soutient le 2^e vice-président Martin Caron, qui appelle à la collaboration et à la concertation. Voici ses réponses aux questions suivantes.

POURQUOI LE DOSSIER DU LAC SAINT-PIERRE EST-IL SI IMPORTANT?

Il faut d'abord réaliser que le lac Saint-Pierre est reconnu par l'UNESCO comme l'une des réserves mondiales de la biosphère. Les terres qui le bordent sont très fertiles. Malheureusement, dans les dernières années, il y a eu une multiplication des activités industrielles, municipales et agricoles et ça a causé des impacts sur la qualité de l'eau et sur les habitats fauniques.

QU'EST-CE QUI EST FAIT ACTUELLEMENT POUR AMÉLIORER LA SITUATION?

Il y a une table de concertation régionale qui a été formée. Un comité d'experts composé surtout de biologistes propose un plan d'action, sauf que celui-ci ne reflète pas la réalité agricole. On y parle de retrait des cultures dans le littoral et de changements dans les pratiques agricoles. C'est pour cette raison qu'il est primordial que l'Union fasse entendre la voix des producteurs, sans quoi nous risquons de nous voir imposer des contraintes et une réglementation qui menacent l'avenir de notre agriculture. Au fil des ans, de nombreux aménagements fauniques ont été réalisés pour corriger la situation, sans toutefois avoir l'effet escompté. Il faut apprendre des erreurs du passé, bien évaluer les solutions avant de les mettre en œuvre.

QUELS SONT LES ENJEUX, CONCRÈTEMENT, POUR LES PRODUCTEURS?

On parle de 200 entreprises agricoles qui sont touchées par le dossier du lac Saint-Pierre. Ça représente près de 6 000 ha en cultures dans la zone du littoral. Si l'on prend les propositions qui sont actuellement sur la table, par exemple le retrait des cultures dans la zone du littoral, on voit que plusieurs entreprises sont menacées de disparaître. C'est sans compter le danger de créer un précédent et de se retrouver avec une réglementation très contraignante à la grandeur du Québec.

POURQUOI L'UNION REVIENT-ELLE EN 2017 AVEC LE DOSSIER DES BANDES RIVERAINES?

La réglementation sur les bandes riveraines est en vigueur depuis 1987, mais on voit qu'il y a encore de la sensibilisation à faire auprès de certains producteurs. Si la situation ne s'améliore pas, on risque de se retrouver avec une réglementation plus contraignante. Quelques municipalités ont d'ailleurs déjà commencé à imposer des normes afin que les bandes riveraines soient plus larges et qu'elles dépassent les 3 m actuellement en vigueur. D'autres veulent infliger des amendes.

QU'EST-CE QUE L'UNION ENTEND FAIRE?

On a décidé d'être proactifs et de lancer la campagne Opération bandes riveraines. D'une part, ça permettra de sensibiliser les agriculteurs à l'importance de protéger ces dernières et d'autre part, ça démontrera au monde municipal que, comme dans le cas du lac Saint-Pierre, la solution ne réside pas nécessairement dans une réglementation plus sévère, mais dans une collaboration entre tous les acteurs du milieu.

POURQUOI L'UNION DEMANDE-T-ELLE UN PLAN D'ACTION CONCERTÉE?

Les enjeux agroenvironnementaux se multiplient, mais les organismes concernés travaillent de plus en plus en silo. C'est pour cette raison que l'Union milite en faveur d'une démarche de collaboration et de concertation, qui implique les gouvernements et les organisations du milieu. On veut établir un réseau de partenaires avec qui l'on pourra trouver des solutions concrètes et durables, qui répondront à la fois aux besoins du monde agricole et aux principes du développement durable. ✕

OPÉRATION
BANDES
RIVERAINES



DES BANDES RIVERAINES POUR L'AMOUR DE NOS COURS D'EAU

PLEINS FEUX SUR L'OPÉRATION BANDES RIVERAINES

Le respect des bandes riveraines, jumelé à de bonnes pratiques culturales, figure parmi les mesures à privilégier pour diminuer l'impact des activités agricoles sur nos cours d'eau. De plus, les bandes riveraines procurent de nombreux avantages sur les plans agronomique, environnemental et faunique. Pourtant, malgré cette reconnaissance scientifique, la protection des bandes riveraines soulève encore bien des questions.

C'est pourquoi l'Union a décidé de s'associer avec des partenaires du milieu pour lancer Opération bandes riveraines, une campagne de sensibilisation qui vise à promouvoir l'aménagement de zones de protection riveraine et à mobiliser le monde agricole afin de mieux protéger ses cours d'eau. Elle donne aussi tous les outils dont les producteurs ont besoin pour se conformer à la réglementation et à leur obligation légale de maintenir des bandes riveraines minimales.

Au cœur de la campagne, on retrouve un nouveau site Web dédié aux bandes riveraines en milieu agricole. Il s'agit d'une véritable boîte à outils en ligne renfermant tout le savoir-faire développé dans les dernières années, c'est-à-dire tout ce qu'il faut savoir pour protéger, aménager et entretenir une bande riveraine. L'information est facile à comprendre, pertinente et adaptée à la réalité agricole. Les producteurs y retrouveront des trucs et astuces pour maximiser les effets bénéfiques de leur bande riveraine et favoriser son aménagement.

Pendant les deux années que durera la campagne, une série de publiereportages sera diffusée dans *La Terre de chez nous* afin de déboulonner les mythes entourant les bandes riveraines. À lire absolument.

UNE VITRINE, UNE SOURCE DE FIERTÉ

Le nouveau site Web se veut également une vitrine pour promouvoir les bandes riveraines aménagées par les producteurs de partout au Québec. Vous pourrez être inspiré par les travaux réalisés par des agriculteurs et les actions déployées en région. Si vous faites partie des milliers de producteurs ayant passé à l'action, faites-nous part de vos bons coups. Vous pourrez ainsi contribuer à votre façon à créer un effet d'entraînement et à faire avancer le mouvement.

PROTÉGER LES COURS D'EAU, C'EST L'AFFAIRE DE TOUS

La campagne Opération bandes riveraines compte aussi sur le soutien de nombreux partenaires officiels du milieu agricole : la Fondation de la faune du Québec (partenaire principal), le Groupe Uniconseils, La Coop fédérée et Synagri (partenaires majeurs). Les fédérations régionales, les syndicats locaux et les groupes affiliés à l'Union seront aussi appelés à participer à cette opération en développant des projets, selon la volonté du milieu.

Pour en savoir plus : www.bandedriveraines.quebec. ✕



DES PRODUCTEURS DE PAPINEAU À L'ŒUVRE

Planter 4 500 végétaux pour améliorer la qualité de l'eau tout en limitant l'érosion et la perte de sol agricole : voilà la proposition qu'ont acceptée 10 propriétaires agricoles de la MRC de Papineau. Leur engagement sera souligné ce printemps par l'installation d'un panneau d'interprétation dans le parc national de Plaisance.

C'est l'Organisme de bassins versants (OBV) des rivières Rouge, Petite Nation et Saumon qui a instauré ce projet. La plantation a eu lieu en octobre 2016, dans les bandes riveraines d'affluents des rivières de la Petite Nation et des Outaouais, sur des terres agricoles privées.

Pour Nil Béland, participant au projet et administrateur du Syndicat de l'UPA de Papineau, la décision de signer le protocole d'entente avec l'OBV allait de soi. « On a eu une très bonne réponse des producteurs, confirme Alexia Couturier, directrice générale par intérim de l'OBV. Ils sont très sensibles à la protection des bandes riveraines. » L'initiative est menée de concert avec la MRC de Papineau, qui a financé l'achat des végétaux, et le parc national de Plaisance, qui effectue le suivi de la qualité de l'eau. ✕



Les bandes riveraines d'affluents des rivières de la Petite Nation et des Outaouais ont été revégétalisées par la plantation de 4 500 végétaux indigènes sur des terres agricoles.

VAUT MIEUX ENTREtenir QUE GUÉRIR

Un nouveau projet-pilote d'entretien de bandes riveraines verra le jour dans le cadre du Plan de développement de la zone agricole (PDZA) et agroforestière de la MRC de Maskinongé. Ce projet vise l'entretien de 12 km de bandes riveraines aménagées en 2014-2015. Il concerne neuf producteurs de Saint-Paulin, de Maskinongé et de Yamachiche. Géré par l'OBV des rivières du Loup et Yamachiche et AGIR Maskinongé, le projet-pilote sera l'occasion d'enlever les mauvaises herbes des bandes riveraines et de replanter des végétaux pour remplacer ceux qui n'ont pas survécu.



Martin Marcouiller

« Si les bandes riveraines comportent de nombreux bienfaits, leur entretien est primordial pour en assurer l'efficacité », note le président du Syndicat de l'UPA de Maskinongé, Martin Marcouiller, qui appuie le projet. Les travaux d'entretien commenceront dès le mois de mai prochain. Les interventions permettront entre autres de « réduire encore davantage les apports en sédiments transportés par les rivières et les ruisseaux afin de contribuer à la qualité des habitats des poissons au lac Saint-Pierre », indique-t-on dans le document de présentation du projet.

LE MAPAQ DOIT EN FAIRE PLUS

À l'heure actuelle, le MAPAQ subventionne l'implantation de bandes riveraines. Aucune aide financière n'est accordée pour leur entretien. « C'est un gros problème, parce que s'il n'y a pas d'entretien, les arbres qu'on a plantés sont envahis par les mauvaises herbes et on se retrouve avec une bande riveraine inefficace », déplore M. Marcouiller.

Le président souhaite profiter de l'occasion pour faire pression auprès du MAPAQ afin d'inclure l'entretien des bandes riveraines dans la prochaine mouture du programme Prime-Vert. « Grâce au projet-pilote, on veut démontrer qu'une bande riveraine bien entretenue, ça fonctionne. Et l'on espère qu'avec le soutien du ministère, les autres MRC pourront emboîter le pas », conclut-il. Un projet-pilote à suivre de près! ✕

CE PRINTEMPS, ON PENSE BANDES RIVERAINES

Chaque printemps, avec la fonte des neiges, le moment est propice pour aller observer l'état de vos berges et de vos cours d'eau. Cette période de l'année, juste avant la préparation des travaux aux champs, est aussi idéale pour planifier l'aménagement de bandes riveraines. Pour vous aider, consultez la liste des indices à surveiller à <http://bit.ly/indices-br>.

AVANT DE PRENDRE UNE DÉCISION, VOICI QUELQUES QUESTIONS QU'IL SERAIT UTILE DE VOUS POSER :

- ▶ Quel sera le rôle de ma bande riveraine? Est-ce pour contrôler l'érosion, améliorer la qualité de l'eau, favoriser la biodiversité, embellir le paysage rural?
- ▶ Y a-t-il des travaux à effectuer, en berge ou aux champs, avant d'aménager ma bande riveraine?
- ▶ Ma municipalité a-t-elle pris des dispositions réglementaires particulières quant à l'aménagement de bandes riveraines en territoire agricole?
- ▶ Est-ce que je dispose d'un permis et de toutes les autorisations nécessaires pour réaliser les travaux d'aménagement aux abords du cours d'eau?
- ▶ Quels sont les partenaires qui pourraient m'accompagner?

Pour en savoir plus : www.bandesriveraines.quebec. ✕



UTILISATION DES PESTICIDES : UN PLAN TOURNÉ VERS L'ACTION ET LA VALORISATION

KATIA COLTON-GAGNON, AGR., M. SC.

DIRECTION RECHERCHES ET POLITIQUES AGRICOLES

Le contrôle des quantités de pesticides et de leurs résidus dans les cours d'eau en milieu agricole est un enjeu de premier plan pour les producteurs. Ici, comme partout au Canada et ailleurs dans le monde, ce dossier fait régulièrement les manchettes des journaux, surtout lorsque les quantités dépassent les normes établies.

Pour s'attaquer au problème, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) envisage de resserrer l'usage des pesticides par le biais d'une réglementation qui aura des conséquences administratives coûteuses pour les producteurs, en plus de réduire leur autonomie dans la gestion courante de leurs activités.

Même si l'Union a toujours appuyé les démarches visant l'amélioration de la qualité de l'eau, elle n'adhère aucunement aux solutions bureaucratiques proposées par le MDDELCC. Pourquoi? Parce que celles-ci sont déconnectées de la réalité du terrain et qu'elles ne laissent pas entrevoir de réels gains environnementaux.

Plutôt que de rester les bras croisés devant la menace qui guette les producteurs, l'Union, après avoir consulté l'ensemble des maillons de son réseau, a décidé d'aller de l'avant et de proposer un plan d'action. Celui-ci vise à développer l'expertise des agriculteurs pour optimiser l'utilisation des pesticides et des solutions de remplacement en privilégiant la formation, la recherche et le transfert de connaissances, ainsi que l'action sur le terrain. Alors que plusieurs producteurs adoptent intégralement les principes reconnus de gestion intégrée des ennemis des cultures, notre consultation nous a permis de constater que d'autres ne les appliquent que partiellement, soit par manque de ressources, d'outils, d'accompagnement ou de connaissances. Notre plan d'action vise justement à répondre à ces besoins.

Adopté en février dernier par le Conseil général de l'Union, le plan d'action en phytoprotection 2017-2019 propose de déployer au cours des trois prochaines années des mesures adaptées mettant à contribution l'ensemble du réseau et des partenaires de l'Union. Il repose sur trois grands principes :

- ▶ L'autonomie des agriculteurs;
- ▶ L'accès à des services-conseils en gestion intégrée des ennemis des cultures;
- ▶ La valorisation des actions des producteurs auprès de la population comme source de fierté.

Plus concrètement, parmi les actions suggérées, on retrouve le développement d'un programme de formation complet sur la phytoprotection adapté aux besoins des agriculteurs, une bonification du soutien de l'État accordé aux services-conseils ainsi que la promotion de pratiques permettant de maintenir la qualité supérieure et l'innocuité des aliments du Québec.

L'une des actions phares du plan consiste également à mettre en lumière les réalisations des producteurs en matière de phytoprotection. En effet, faut-il le rappeler, au cours des 30 dernières années, les agriculteurs ont fait preuve d'une grande capacité d'innovation pour adapter leurs pratiques et ainsi répondre aux exigences des consommateurs. Bon nombre de ces avancées mériteraient d'être mieux connues et reconnues.

Poursuivons sur cette lancée avec ce plan d'action. Soyons fiers de nos réalisations et invitons les partenaires et les gouvernements à passer à l'action avec les producteurs. On peut consulter le plan à <http://bit.ly/phyto2017>. ✕

SAVIEZ-VOUS QUE?

- ▶ **Les fruits et légumes du Québec présentent moins souvent des résidus de pesticides que ceux qui sont importés.** Le dernier rapport du Laboratoire d'expertises et d'analyses alimentaires du ministère québécois de l'Agriculture indiquait d'ailleurs qu'aucun produit cultivé au Québec ne dépassait la norme légale canadienne en ce qui a trait aux résidus de pesticides.
- ▶ **20 % des superficies de vergers appliquaient la pratique de confusion sexuelle en 2016.** Dans certains cas, cette technique de lutte contre le carpocapse de la pomme permet d'éliminer les insecticides visant à détruire ce ravageur. Elle est adoptée par de nombreux producteurs, malgré qu'elle coûte cinq fois plus cher qu'un traitement insecticide.



LE TRAIT D'UNION

TAXES FONCIÈRES : LA RÉFORME MISE AU RENCART

Le 3 février dernier, le ministre Lessard a annoncé l'abolition de la réforme du Programme de crédit de taxes foncières agricoles. Du même souffle, il a indiqué que le programme en vigueur en 2016 serait reconduit intégralement. L'administration de celui-ci retourne d'ailleurs au ministère de l'Agriculture. Le ministre a également déclaré qu'il était temps de régler ce litige et de travailler sur les vrais enjeux, soit le développement du secteur, la relance des investissements, le Sommet sur l'alimentation et bien d'autres. Les moyens de pression mis en place par les producteurs n'ont donc pas été vains.

IL Y A DE QUOI ÊTRE FIER

On peut être fiers de ce que l'on a accompli au cours des derniers mois dans ce dossier. Dès juin 2016, les représentants des fédérations régionales et des syndicats locaux étaient à pied d'œuvre pour informer leurs collègues des impacts négatifs qu'entraînait cette réforme. Les producteurs ont multiplié les rencontres avec leur député, leurs élus municipaux, les MRC ainsi que les associations de motoneigistes et de quadistes. Afin de bien mesurer les effets de la réforme, les fédérations ont analysé les comptes de taxes de centaines de producteurs. De plus, des manifestations et des activités médiatiques ont été organisées.



LA FISCALITÉ FONCIÈRE AGRICOLE : UN DOSSIER À RÉGLER POUR DE BON!

Même si nous avons obtenu le retrait de la réforme administrative, le dossier n'est pas clos pour autant. Les problèmes engendrés par la hausse substantielle de la valeur des terres et leur mode d'évaluation restent entiers. Nous avons toutefois maintenant une opportunité de travailler avec les partenaires concernés. Comme les ministères de l'Agriculture et des Finances et la Fédération québécoise des municipalités se sont dits prêts à collaborer à l'établissement de solutions durables, nous souhaitons entamer rapidement des pourparlers afin de saisir la balle au bond.

Les agriculteurs de tout le Québec et leurs représentants, autant en région que dans les différents secteurs de production, ainsi que les équipes qui les ont accompagnés, ont tous démontré un engagement sans faille et une solidarité à toute épreuve. Il nous faut aussi être reconnaissants envers tous ceux et celles qui nous ont appuyés dans cette bataille (députés, municipalités, associations et citoyens).

ESTRIE

Deux jours avant l'annonce de l'abandon de la réforme, les milieux agricole, municipal et récréatif de l'Estrie ont fait preuve d'une belle solidarité à l'occasion d'une conférence de presse tenue à Cookshire.



Sylvain Martineau, agent de liaison de la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec, Robert Roy, préfet de la MRC du Haut-Saint-François, Lynne Martel-Bégin, présidente du Syndicat local de l'UPA du Haut-Saint-François, et François Bourassa, président de la Fédération de l'UPA-Estrie.

MONTÉRÉGIE

À l'instar des autres régions du Québec, la Fédération de l'UPA de la Montérégie a été des plus actives dans la mobilisation. Juste avant que le gouvernement abandonne de la réforme, les producteurs étaient prêts à interdire l'accès à leurs terres traversées par des sentiers de motoneige et à d'autres activités de plein air. Quatre-vingts points stratégiques de blocage avaient d'ailleurs été ciblés. ✕



Les producteurs de la Montérégie étaient en grand nombre lors de la manifestation organisée en novembre dernier devant les bureaux du ministre de l'Agriculture à Cowansville.

LE RENDEZ-VOUS NATIONAL SUR LA MAIN-D'ŒUVRE

Le 17 février, les représentants de l'Union ont participé au Rendez-vous national sur la main-d'œuvre, tenu sous la présidence du premier ministre Philippe Couillard. L'importance du travail saisonnier pour l'économie du Québec et de ses régions a été abordée lors de ces assises, notamment par le premier ministre. L'UPA y a aussi revendiqué le maintien du Plan de soutien à la formation agricole et l'importance d'offrir des cours adaptés aux besoins du secteur et faciles d'accès. Nous avons également demandé une meilleure reconnaissance du travail des femmes dans les fermes du Québec. ✕



UN POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT DE 30 % D'ICI 2025

Une récente étude réalisée par ÉcoRessources pour le compte de l'Union établit le potentiel de croissance globale de l'agriculture québécoise à près de 30 % pour la période 2016-2025. À terme, le secteur agricole québécois pourrait augmenter sa contribution au PIB de 1,8 G\$, créer 21 000 nouveaux emplois et hausser de 250 M\$ les recettes fiscales qu'il génère. « Dans un contexte où l'on cherche des solutions pour relancer l'économie de la province, les secteurs agricole et agroalimentaire sont bien positionnés pour contribuer à cette relance », concluent les auteurs. Pour consulter l'étude : <http://bit.ly/retombees-eco>. ✕



LES PRIORITÉS DE L'UNION

Chaque année à leur réunion de janvier, les conseillers généraux de l'organisation adoptent les grandes priorités qui guideront les actions de l'Union au cours des 12 prochains mois. Voici les incontournables pour 2017 :

- › Les suites de la démarche *À la rencontre des producteurs* pour maintenir le lien avec les agriculteurs, répondre à leurs attentes, faire connaître et bonifier les services offerts;
- › L'adoption d'un plan stratégique intégrant le Plan de développement de l'Union 2017-2021 et les contraintes budgétaires de l'organisation;
- › Le déploiement d'une campagne de valorisation de l'agriculture, de la profession et de l'organisation suscitant l'appui des consommateurs à l'égard de l'agriculture d'ici et celui des producteurs à l'Union.

Parmi les dossiers chauds, on trouve aussi :

- › la fiscalité foncière agricole;
- › le renouvellement du cadre stratégique agricole du gouvernement fédéral;
- › la préparation et la participation au Sommet sur l'alimentation;
- › les négociations commerciales bilatérales et multilatérales. ✕



Notre campagne de valorisation débute ce printemps avec la diffusion de notre message télé *Pouvoir nourrir, pouvoir grandir*, que l'on pourra voir sur les ondes de Radio-Canada jusqu'à la mi-avril.

L'UPA RENCONTRE...

... LE MINISTRE LEITÃO

Le 30 janvier, le président et le directeur général de l'Union ont rencontré le ministre des Finances, Carlos Leitão, dans le cadre des consultations prébudgétaires. Il a alors été question du dossier de la fiscalité foncière agricole, des moyens à mettre en place pour relancer les investissements dans le secteur ainsi que des mesures fiscales pour atténuer la hausse du salaire minimum. Cette rencontre a aussi permis de faire le tour des autres grands dossiers agricoles et a favorisé des discussions franches et ouvertes au cours desquelles le ministre était à l'écoute des préoccupations des producteurs.

... LE MINISTRE MACAULAY

Le 8 février, M. Groleau a rencontré au Parlement à Ottawa le ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lawrence MacAulay. Il était accompagné de Bruno Letendre, président des Producteurs de lait du Québec. Cette rencontre a été l'occasion de faire le point sur différents dossiers, particulièrement ceux touchant les ententes commerciales internationales, dont l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).



... LE MINISTRE LESSARD

Le 16 février, les représentants de l'Union ont rencontré le nouveau ministre de l'Agriculture, Laurent Lessard, afin d'échanger sur les dossiers et enjeux prioritaires pour les producteurs. À l'ordre du jour : l'ALENA, la gestion des pesticides en milieu agricole, la relance des investissements, la hausse du salaire minimum, le renouvellement du cadre stratégique agricole, la fiscalité foncière agricole et le financement des institutions telles que la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ), la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec et le Conseil des appellations réservées et des termes valorisants. Cette rencontre a été positive, car le ministre a démontré de l'ouverture et de la disponibilité pour travailler avec notre organisation.

... LE CHEF DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Le 20 février, l'Union a rencontré le chef du Parti québécois et de l'opposition officielle, Jean-François Lisée. Les principaux dossiers et enjeux prioritaires des producteurs ont été au menu de la rencontre. Des discussions qui, selon M. Lisée, alimenteront les réflexions en vue de l'élaboration de la plateforme électorale de son parti.

... DES REPRÉSENTANTS

DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

Toujours en février, les premiers dirigeants de la Fédération canadienne de l'agriculture, Ron Bonnett, Humphrey Banack, Marcel Groleau et Errol Halkai, se sont rendus à Washington pour rencontrer des représentants du gouvernement et du secteur agricole américains. À cette occasion, ils ont notamment discuté de la possible renégociation de l'ALENA, de la Border Adjustment Tax (taxe d'ajustement visant les importations) proposée par la Chambre des représentants, et du contenu du prochain Farm Bill. Le Farm Bureau ne voit pas d'intérêt à renégocier l'ALENA, estimant que l'entente fonctionne bien avec le Canada. Quant à elle, la National Farmers Union serait favorable à l'introduction de tarifs à l'importation ou de taxes sur les produits importés, une mesure préoccupante pour plusieurs secteurs de production. ✕

L'UPA SE PRONONCE SUR...

... LE DOSSIER ÉNERGÉTIQUE

Le 18 janvier, l'Union a déposé un mémoire dans le cadre des consultations menées par la Régie de l'énergie au sujet des structures tarifaires dans les secteurs du gaz naturel et de l'électricité. L'Union demande notamment de faciliter l'accès du milieu rural au gaz naturel et à la distribution électrique triphasée, ainsi que l'adoption de mesures répondant aux besoins spécifiques des producteurs en serre.

... LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE FAIBLE EN CARBONE

Le 7 février, l'Union a présenté un mémoire au Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles dans le cadre de la consultation portant sur la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Selon l'Union, l'État doit investir dans des mesures visant à réduire la dépendance des producteurs à l'égard des énergies fossiles. À titre d'exemple, le déploiement du réseau électrique triphasé en milieu rural favoriserait l'usage des moteurs électriques pour les travaux agricoles. Il faut optimiser les conditions de participation des producteurs au marché du carbone et mettre à contribution les propriétaires de forêts privées dans l'atteinte de nos objectifs de réduction des gaz à effet de serre.

... LA PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE

Le 16 février, l'Union a présenté un mémoire à la Commission de l'aménagement du territoire concernant le projet de loi 122, qui vise la reconnaissance des municipalités en tant que gouvernements de proximité. L'Union souscrit aux postulats sur lesquels s'appuie ce projet de loi, à savoir que les municipalités exercent des fonctions essentielles et offrent à leur population des services visant à maintenir un milieu de vie de qualité, sécuritaire et sain, notamment dans un contexte de développement durable. Là où le bât blesse, c'est que parmi les changements législatifs qui sont mis de l'avant, plusieurs portent atteinte au régime de protection du territoire agricole. Le plus préoccupant est sans conteste l'article 185, qui stipule que « le gouvernement peut prévoir, par règlement, les cas où l'utilisation de lots à une fin autre que l'agriculture est permise sans autorisation de la CPTAQ ».



Les mémoires peuvent être consultés sur le site Web de l'Union, au www.upa.qc.ca, sous l'onglet *Centre des communications / Mémoires et publications*. ✕

CAMERISE QUÉBEC, EN PLEIN ESSOR

Connaissez-vous les camerises, ces petits fruits d'un bleu intense et de forme allongée? Bien que cette production soit encore considérée comme émergente, à ce jour, plus d'un million de camérisiers ont été mis en terre dans toutes les régions du Québec par plus de 200 entreprises agricoles. En 2014, afin de regrouper et de représenter les producteurs, l'Association Camerise Québec a été mise en place. Depuis, plusieurs actions ont été menées pour faire connaître la production et favoriser son développement, notamment la création d'un site Web. Fière de ses 60 membres actifs, Camerise Québec poursuit ses efforts de recrutement. C'est une volonté d'action collective que l'Union souhaite saluer.

Tous les agriculteurs sont d'ailleurs invités à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra à Lévis, le 25 mars. Les participants auront l'occasion d'assister à des conférences qui porteront sur les différents aspects de la production. Pour plus d'information : www.camerisequebec.com. ✕



CONCOURS : DANS UNE ÉRABLIÈRE PRÈS DE CHEZ VOUS

Le temps des sucres frappe à nos portes. La Fédération des producteurs acéricoles du Québec (FPAQ) est fière de s'associer à l'Union pour lancer le tout nouveau concours *Dans une érablière près de chez vous*. Ce concours, qui se déroule du 17 mars au 17 avril 2017, s'adresse autant aux acériculteurs qu'aux consommateurs. Il vise à faire vivre en images tous les beaux moments passés à la cabane à sucre et à les faire paraître sur les réseaux sociaux. Pour y participer, rien de plus simple : publiez des photos ou des vidéos sur la page Facebook de la Fédération.

Volet acériculteur : Partagez avec nous un moment de votre quotidien à l'érablière.

Publiez une photo ou une vidéo de votre quotidien. Faites rayonner votre profession en montrant ce à quoi ressemblent les différentes étapes de la production pendant la période des sucres. Ainsi, vous courrez la chance de gagner 1 000 \$ pour l'achat d'équipements acéricoles dans un commerce de votre choix.

Volet consommateur : Décrivez-nous le meilleur moment de votre journée à la cabane.

Publiez une photo ou une vidéo de votre expérience dans une érablière et vous courrez la chance de gagner une autre journée à la cabane incluant un souper pour un groupe de 20 personnes, le tout d'une valeur approximative de 600 \$.

Détails du concours au www.fpaq.ca. Certaines conditions s'appliquent. ✕



À compter du 16 mars, participez au concours en publiant une photo ou une vidéo de votre quotidien à l'érablière.

BOURSE D'ÉTUDE POUR AGRICULTEURS EN SOIF D'APPRENDRE

Vous êtes agriculteur? Vous aimeriez mener une recherche sur un sujet lié à votre production? Les bourses d'études Nuffield Canada pour l'agriculture offrent aux agricultrices et aux agriculteurs canadiens l'opportunité de voyager à travers le monde pour mener une recherche en agriculture sur un sujet de leur choix. Si l'agriculture vous passionne, si acquérir des connaissances et voyager à l'étranger vous intéressent, voici une opportunité à saisir. Vous avez jusqu'au 30 avril 2017 pour soumettre votre candidature. Information et inscription (version anglaise uniquement) : www.nuffield.ca. ✕



Nuffield Canada
AGRICULTURAL SCHOLARSHIPS



VOUS L'AIMEREZ AUTANT QUE NOTRE SPORT NATIONAL.



Tout aussi durable que fiable, le Ram 1500 ne se laisse pas intimider par nos hivers rigoureux. Sa construction robuste et son puissant moteur V6 ont contribué à en faire **le camion léger le plus durable au pays**¹. Il n'est donc pas étonnant que Ram soit la marque de camions avec **la plus forte croissance au pays**².



FCA
FIAT CHRYSLER AUTOMOBILES

SERVICE DES PARCS DU CANADA

fleet.fcacanada.ca/fr 1 800 463-3600

¹ Selon la longévité de la gamme complète des camions légers Ram, comparativement à celle des camions légers de la concurrence en service depuis 1988. Longévité calculée selon des données compilées par *IHS Automotive* et fournies par Polk Canada. ² Selon les données d'*IHS Automotive* tirées du recensement du nombre total d'immatriculations de véhicules neufs au Canada comparant la part de marché et le volume en fin d'année 2010 par rapport à 2015 dans les segments des camions intermédiaires et des gros camions, comme défini par FCA Canada Inc.

189693

LA CHRONIQUE DE SAM TURLUPINE

L'AGRICULTURE A LE DOS LARGE

La semaine dernière, des maires des municipalités situées sur les rives du lac Saint-Pierre se sont rencontrés « pour la toute première fois » (mettons qu'y était temps!) afin de discuter de l'état lamentable de leur beau grand lac.

Et devinez quel a été leur « consensus immédiat »? Très simple, pour ne pas dire simpliste : « Le premier problème qui a été identifié est celui de l'agriculture. »

Je ne peux pas croire que les maires de Sorel-Tracy, de Trois-Rivières et d'autres villes d'importance autour du lac, lors d'une première rencontre portant sur les problématiques environnementales, se sont limités aux impacts reliés à l'activité agricole!

N'allez surtout pas penser que je minimise ces impacts. Non. Je pense qu'il faut s'y attaquer, et rapidement. Il faut trouver des solutions en concertation avec les agriculteurs.

Mais évacuer les impacts provenant des autres activités que l'on retrouve aux abords du lac, ça aussi, c'est lamentable!

L'UPA A LE DOS LARGE

J'en ai vraiment soupé, des chroniqueurs qui tapent allègrement sur l'UPA sans trop savoir de quoi il est question et sans trop fouiller non plus. Comme si l'Union était une éminence grise complètement dissociée des hommes et des femmes qu'elle regroupe.

L'autre jour, Denis Lessard, porteur d'un grand « scoop » au sujet de l'abolition de la réforme des crédits de taxes foncières agricoles, nous apprenait que, selon une source :

La fin du monopole de l'UPA, c'était la véritable raison de la rage de l'organisation syndicale qui menaçait de paralyser le réseau des sentiers de motoneige si elle n'avait pas gain de cause.

Eh bien moi, je tiens à répondre à ce monsieur que ce sont les producteurs qui étaient enrégés – et moi le premier – de devoir payer 30, 40, 50, 60 % de plus de taxes à cause d'une réforme qui ne changeait strictement rien à la problématique de l'augmentation de la valeur des terres. Et enrégé je suis toujours de devoir encore attendre la mise en place des mesures qui existent pour solutionner ce problème!

MAX LA MENACE

Maxime Bernier, chef du Parti conservateur... Même dans mes pires cauchemars, chu pas capable de l'envisager! Méchant hypocrite! Après nous avoir dit en pleine face qu'il défendrait la gestion de l'offre, voilà qu'il souhaite mettre la hache dedans, uniquement pour se faire du capital politique. Lamentable, ça aussi! Je me demandais même si j'allais parler de lui dans ma chronique tellement c'est ce qu'il cherche avant tout : faire parler de lui! Chaque semaine, il nous sort une nouvelle histoire pour qu'on revoie sa face dans les journaux. Sa dernière trouvaille : un autre parti politique l'espionne!

À ce petit jeu, il se peut qu'il perde toute crédibilité et qu'il finisse comme le « garçon qui criait au loup »!

MON COUP DE CŒUR DU MOIS

J'aime beaucoup la nouvelle publicité d'Agropur qui met à l'honneur tous les gens qui travaillent dans l'industrie laitière. Les producteurs agricoles et le travail qu'ils accomplissent y sont bien mis en évidence. Bravo!



Abonnez-vous!

version numérique + version papier il est le parfait outil pour tous les travailleurs du secteur agricole

 **LaTerre.ca** | 1 877 679-7809

COUP DE CHAPEAU

BAS-SAINT-LAURENT

LES FARDOCHES : CHAMPIONS DU DÉFIFRAQ DU BAS-SAINT-LAURENT

Quatre équipes de jeunes agriculteurs du Bas-Saint-Laurent étaient à Mont-Joli le 18 février pour un affrontement amical dans le cadre du DéfiFRAQ régional 2017. Les joueurs et leurs partisans se sont réunis au Centre de formation professionnelle de Mont-Joli-Mitis où se déroulaient les épreuves d'identification de semences et de calibrage d'une presse à foin. Les équipes ont aussi complété le jeu-questionnaire interactif. Pour la 3^e année consécutive, les Fardoches de la MRC des Basques sont sorties victorieuses, tout juste devant l'équipe Terre à Terre de la MRC de La Matanie (2^e place) et Les Vaches folles de la MRC de La Mitis (gagnantes du prix Esprit d'équipe). La finale provinciale du 9 mars, à Lévis, a vu la RAB (Relève agricole de Bellechasse) terminer avec les grands honneurs. ✕



L'équipe gagnante, les Fardoches de la MRC des Basques. De gauche à droite : Jonathan Bergeron, membre organisateur du DéfiFRAQ régional, Samuel Ouellet, Jérôme Boucher Denis, Joëlle Ouellet et Pascale-Audrée Maegerli.

ESTRIE

LA FERME ÉLÉGANTE RECONNUE POUR SES PRATIQUES VERTES

Le 1^{er} février, la Ferme Élégante, située à Dudswell, a reçu le prix Coup de cœur en agroenvironnement décerné dans le cadre de la Journée conservation des ressources et grandes cultures 2017, en Estrie. Les propriétaires, Pierre-Paul Boulet et Chantal Fortier, producteurs de lait, de grains, de sirop et de bovins, emploient le semis direct depuis 2010, les engrais verts et les céréales d'automne. Ils veillent de façon rigoureuse à réduire l'utilisation des herbicides. Chapeau bas à vous deux de la part du Syndicat local de l'UPA du Haut-Saint-François et de la Fédération de l'UPA-Estrie. ✕

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

UN PROJET DE 1,4 M\$ POUR LE FROMAGE AU VILLAGE

Le Fromage au village emménagera dans de nouveaux locaux d'ici la fin du printemps, mais que les Lorrainvillois se rassurent, la fromagerie artisanale demeurera à Lorrainville, au Témiscamingue. Ce réaménagement était rendu nécessaire pour permettre à la fromagerie d'augmenter son volume de production et de créer de nouveaux produits. L'entreprise, qui fabrique huit succulents fromages, doublera sa superficie actuelle. Le projet de 1,4 M\$ comprend l'agrandissement des infrastructures et la modernisation des équipements. ✕



Hélène Lessard est copropriétaire de l'entreprise Fromage au village.

GASPÉSIE-LES ÎLES

SIX JEUNES AGRICULTEURS DE LA RÉGION RÉCOMPENSÉS

Au début de février, New Richmond était l'hôte de la toute première soirée organisée pour saluer la relève agricole de la région. Le prix Coup de cœur a été remis à Julien Tapp, des Produits Tapp, de Douglastown, pour ses produits de choucroute biologique. Charles Barriault, de la Ferme Barri-Veaux, de Carleton-sur-Mer, a reçu le prix Nouveau démarrage; Élise Lepage, des Framboisiers Lepage, de Sainte-Anne-des-Monts, le prix Nouveau transfert; Alex-Émilie Plourde-Leblanc, de la Ferme Bovirève, de New Richmond, le prix Formation; Jean-Philippe Arsenault, des Jardins fleuris, de Cap-d'Espoir, le prix Implication; et Éric Lepage, conseiller en production animale au MAPAQ, le prix Personne-ressource. Les organisateurs ont profité de la soirée pour faire la part belle aux produits alimentaires de la Gaspésie-Les Îles. ✕



Julien Tapp a reçu le prix Coup de cœur.

5^e ÉDITION DU GALA DUX : QUÉBEC PARMENTIER PRIMÉ POUR MAMZELLS

Québec Parmentier a reçu le prix DUX, catégorie Produits agricoles – PME, pour sa nouvelle gamme de pommes de terre Mamzells, pendant la 5^e édition du gala DUX, qui a eu lieu le 22 janvier au Marché Bonsecours de Montréal. Ces pommes de terre, qui n'exigent pas d'être pelées, conservent bien leurs valeurs nutritives. Elles contiennent autant de protéines qu'un verre de lait, plus de potassium qu'une banane et plus de vitamine C que trois pêches. Chaque année, le gala DUX célèbre les initiatives qui contribuent à améliorer les habitudes alimentaires. ✕



Partenaire du gala DUX, l'Union des producteurs agricoles a remis le prix DUX, catégorie Produits agricoles – PME, à Québec Parmentier. Audrey Boulianne, directrice de l'innovation, reçoit ici le prix des mains de Marcel Groleau, président général de l'UPA.

DES PRIX GRAFIKA AUX ÉLEVEURS DE PORCS ET AUX PRODUCTEURS DE LAIT

Le 9 février, à l'occasion de la 20^e soirée Grafika organisée par Infopresse (groupe média québécois spécialisé en communication et en design), l'agence Caserne a reçu un prix pour la facture graphique du livre souvenir des 50 ans des Éleveurs de porcs du Québec. La publication a été présentée comme l'un des 100 meilleurs ouvrages graphiques de 2016 au Québec.

La campagne Solide liquide des Producteurs de lait du Québec, conçue par l'agence de publicité Lg2, a pour sa part reçu le grand prix dans la catégorie Affichage publicitaire. Selon un récent sondage d'Ipsos, les publicités Solide liquide ont donné le goût à un consommateur sur deux de boire davantage de lait. ✕

LANAUDIÈRE

LE PRIX PIERRETTE-RIVEST VA À DIANE REDMOND ET CLAUDE LAFLAMME

Dans le cadre de son colloque annuel du 12 janvier, le Groupe conseil agricole Lanaudière a décerné le prix Pierrette-Rivest à Diane Redmond et Claude Laflamme, tous deux employés de la Fédération de l'UPA de Lanaudière. Le Groupe conseil souhaitait saluer leur engagement, leur dynamisme et leur constance, eux qui ont travaillé au succès du colloque de gestion au cours des 14 dernières années. Créé en mémoire d'une grande dame ayant œuvré durant de nombreuses années au sein du Groupe conseil, le prix Pierrette-Rivest honore celles et ceux qui se dévouent pour le développement des services-conseils dans Lanaudière. ✕

SIX PRÉSIDENTS SORTANTS HONORÉS

Le 31 janvier dernier a eu lieu la soirée hommage aux anciens conseillers généraux de l'Union. Les membres du Conseil général de l'Union ont ainsi pu remercier les six présidents sortants pour leur travail assidu et leur engagement. Un grand merci à Maude Caron (Syndicat des producteurs de chèvres du Québec), Pascal Hudon (Fédération de la relève agricole du Québec), Nathalie Kerbrat (Fédération des éleveurs de grands gibiers du Québec), Marc Larouche (Syndicat des producteurs de bleuets du Québec), Jean-Luc Leclair (Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec) et Yvon Simard (Fédération de l'UPA du Saguenay–Lac-Saint-Jean). ✕



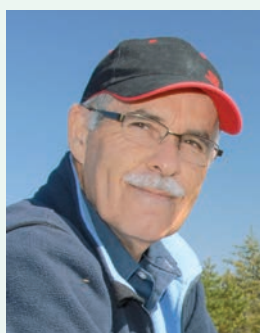
Maude Caron



Pascal Hudon



Nathalie Kerbrat



Marc Larouche



Jean-Luc Leclair



Yvon Simard

AU-DELÀ DES CHIFFRES

ALENA • LE CANADA DOIT DÉFENDRE UNE POSITION ÉQUILIBRÉE

ISABELLE BOUFFARD, DIRECTRICE

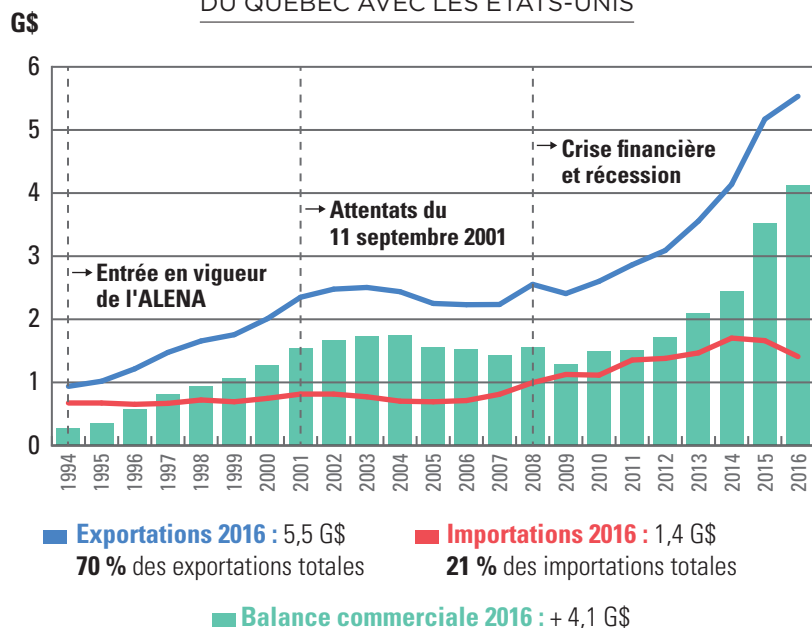
DIRECTION RECHERCHES ET POLITIQUES AGRICOLES

Depuis son arrivée à la Maison-Blanche, le 20 janvier 2017, le président américain, Donald Trump, profite de toutes les tribunes pour rappeler son intention de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Dans ce dossier, il affiche une approche protectionniste en cherchant à prioriser les travailleurs de son pays. Du côté canadien, le premier ministre Justin Trudeau se dit ouvert à de telles discussions.

Contrairement à sa position beaucoup plus critique au regard des relations commerciales avec le Mexique, le président Trump déclarait récemment que seuls des « changements mineurs » devraient être apportés aux règles de libre-échange établies avec le Canada. L'entourage de M. Trump reconnaît d'ailleurs l'équilibre des échanges entre les deux pays et l'ouverture commerciale du Canada.

Depuis la mise en œuvre de l'ALENA en 1994, les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis se sont passablement accrues jusqu'à devenir aujourd'hui très importantes. Ainsi, les échanges des produits agricoles et agroalimentaires avec les États-Unis ont été de 57 G\$ en 2016 pour le Canada et de 6,9 G\$ pour le Québec. Le graphique ci-dessous démontre bien cette évolution. On y remarque aussi, à partir de 2009, une augmentation encore plus prononcée des exportations agricoles et agroalimentaires du Québec vers les États-Unis.

COMMERCE DE PRODUITS AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES
DU QUÉBEC AVEC LES ÉTATS-UNIS



Source : Rapport sur le commerce en direct, Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

Échanges des produits
agricoles et agroalimentaires
avec les États-Unis en 2016



Le Canada est aujourd'hui le principal marché d'exportation de produits agricoles pour 29 États américains. Les échanges entre les deux pays se reflètent aussi par la présence d'importantes chaînes d'approvisionnement intégrées, par exemple dans le secteur bovin, où les différents maillons (producteurs, abattoirs, transformateurs) sont fortement intégrés des deux côtés de la frontière.

Dans un contexte de renégociation de l'ALENA, les pays auront des politiques agricoles et des secteurs sensibles à protéger. Les États-Unis soutiennent leur secteur agricole avec des paiements directs aux producteurs par le biais d'une politique agricole agressive. Le Canada offre des programmes de gestion des risques dans certains secteurs et utilise des outils réglementaires (systèmes de gestion de l'offre) dans d'autres secteurs, notamment les productions de lait, de poulet, de dindon, d'œufs de consommation et d'incubation. C'est ainsi que, depuis des décennies, le système de gestion de l'offre compte principalement sur le marché canadien pour se développer.

Aujourd'hui, la gestion de l'offre est un atout économique et social pour le Canada et le Québec. D'ailleurs, les secteurs sous gestion de l'offre sont parmi ceux qui, au Canada, présentent les plus belles perspectives de croissance en termes de création d'emplois et de richesse. Au Québec, on produit déjà près de 80 % des yogourts et 50 % des fromages canadiens. En 2015, ces secteurs contribuaient pour environ 30 G\$ au produit intérieur brut et généraient plus de 348 000 emplois au pays.

C'est pourquoi, comme par le passé, le Canada devra défendre une position équilibrée dans les négociations commerciales avec les États-Unis. Il doit maintenir l'intégrité des systèmes sous gestion de l'offre tout en assurant l'accès aux marchés américains pour les autres secteurs. **Ainsi, advenant une renégociation de l'ALENA, le Canada doit résister à tout prix aux tentatives du gouvernement américain, d'une part, d'affaiblir la gestion de l'offre, et d'autre part, d'ajouter de nouvelles entraves pour accéder à son marché. ✘**



HAZMASTERS®
POUR UN ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL PLUS SÉCURITAIRE
UNE FILIALE DE WESCO DISTRIBUTION CANADA LP

**VOTRE PARTENAIRE POUR
LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL**

Nouveau partenaire au programme Avantages UPA

**À
VENIR!**

www.shop.hazmasters.com



Votre centrale pratique, à guichet unique, pour tous vos besoins en matière de sécurité et de protection individuelle. Tous les membres de L'UPA bénéficient d'un rabais de 20% du prix de détail suggéré en tout temps.

OFFRE DE LANCEMENT :

Économisez 5 % de plus du 1er au 15 avril 2017

Restez à l'écoute pour votre code promo !

Pourquoi devriez-vous utiliser www.shop.hazmasters.com ?

**Des produits spécialement
sélectionnés pour votre
environnement unique
de travail**

**Des choix
Bon/Mieux/Meilleur,
selon votre budget**

**Expertise en sécurité,
consultations et
recommandations de
produits**



PROGRAMME AVANTAGES



L'Union des producteurs agricoles est heureuse de vous offrir son tout nouveau programme Avantages, un programme au service de tous les producteurs agricoles du Québec (membres et non-membres de l'UPA) pour les soutenir dans leurs projets et leurs ambitions.

QU'EST-CE QUE LE PROGRAMME AVANTAGES UPA?

Le programme Avantages UPA offre différents privilèges chez des partenaires et commerçants de prestige. Ces privilèges peuvent se traduire par des rabais, des remises en argent, des forfaits et autres avantages exclusifs aux agriculteurs

COMMENT PARTICIPER?

POUR BÉNÉFICIER DES OFFRES DU PROGRAMME AVANTAGES UPA, UTILISEZ VOTRE CARTE DE MEMBRE DE L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES OU VOTRE CARTE DU PROGRAMME AVANTAGES UPA.

Si vous désirez obtenir une ou plusieurs cartes supplémentaires du programme Avantages UPA pour votre conjoint ou conjointe ou pour vos associés, il vous est possible de faire la demande en ligne, en visitant le programmeavantages.upa.qc.ca.

Si vous avez des questions, si vous éprouvez de la difficulté à faire votre demande en ligne, ou si vous êtes un producteur agricole non membre de l'Union et désirez tout de même obtenir votre carte programme Avantages UPA, contactez-nous au **1 844 521-6757**.

PARTENAIRES

AGRICARTE, UNE NOUVEAUTÉ DE DESJARDINS

Faites croître vos bénéfices grâce à un outil de financement offert exclusivement aux producteurs agricoles canadiens.

- Aucuns frais annuels pour l'inscription, l'administration et les cartes supplémentaires de votre compte;
- Deux limites de crédit indépendantes, une pour les achats courants et une autre pour le financement à plus long terme pouvant atteindre jusqu'à 100 000\$;
- Aucun intérêt sur les plans de financement différé;
- Programme de récompenses AgriPoints.

RECEVEZ UN BONI DE 1 000 AGRIPPOINTS À L'ADHÉSION.

Découvrez comment AgriCarte peut travailler pour vous! Visitez agricarte.ca/upa pour en savoir plus, compléter une demande ou localiser un marchand participant.



HEWITT ÉQUIPEMENT LIMITÉE

Votre fournisseur d'équipements lourds pour tous les types de travaux à effectuer.

- Des économies pouvant aller jusqu'à 2 500 \$ à l'achat ou au financement des nouvelles machines CAT;
- Une grande variété de modèles éligibles;
- Les rabais du programme Avantages UPA peuvent être jumelés aux offres en cours chez Hewitt Équipement Limitée.

Pour bénéficier du programme Avantages ou pour plus d'informations, visitez hewitt.ca/upa ou présentez-vous dans l'une de nos succursales.



CHRYSLER

- Pour l'achat d'une voiture ou d'un camion neuf;
 - Des économies de 750 \$ à 14 500 \$ sur les véhicules 2017 de Fiat, Chrysler, Dodge, Ram et Jeep;
 - Pour bénéficier du Programme Avantages, présentez-vous chez les concessionnaires participants.
- Code de Promotion : N5085



GROUPE HOSPITALITÉ WESTMONT

10% DE RABAIS AUX HÔTELS COMFORT INN ET QUALITY SUITES PARTICIPANTS*

- Petit déjeuner chaud gratuit**
- Internet sans fil (WiFi) gratuit
- Appels locaux gratuits
- Stationnement gratuit**
- Carte Choice Privileges gratuite

* Liste disponible à programmeavantages.upa.qc.ca
** Dans la plupart des établissements



POINT S

Votre fournisseur de pneus pour tous vos véhicules

- Escompte de 10% sur le prix régulier
Alignement, tarif horaire, installation des pneus, vidange d'huile, inspection préventive en 135 points, pièces de remplacement (jobber).
 - Escompte sur achat de pneus entre 20% et 45%
- Code de Promotion : UPA2017

Détaillants participants seulement



ÇA SE PASSE CHEZ VOUS

BAS-SAINT-LAURENT

UN TREMPLIN VERS UN EMPLOI PERMANENT EN PRODUCTION LAITIÈRE

La Fédération de l'UPA du Bas-Saint-Laurent et le Carrefour jeunesse-emploi de Rimouski-Neigette ont lancé un projet de stages en milieu de travail visant à former et à intégrer en emploi des personnes motivées qui ont peu ou pas d'expérience en production laitière. L'objectif est de pourvoir huit postes d'ouvriers agricoles dans des fermes laitières des MRC de Rimouski-Neigette et de La Mitis. Les candidats sélectionnés suivront le cheminement suivant :

- ▶ visite exploratoire d'une journée à la ferme de leur nouvel employeur;
- ▶ formation théorique d'une journée en classe;
- ▶ stage rémunéré de quatre semaines;
- ▶ période d'apprentissage rémunérée de 20 semaines chez un producteur laitier durant laquelle ils amorceront le Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT).

Les stagiaires pourront ensuite occuper un emploi permanent et poursuivre leur PAMT jusqu'à l'obtention d'un certificat de qualification professionnelle. Les employeurs participants s'engagent à assurer la formation et l'intégration de leur nouvel employé et à offrir aux candidats un poste permanent à temps plein et des conditions de travail compétitives, une fois le projet terminé. Le Centre d'emploi agricole du Bas-Saint-Laurent et le Carrefour jeunesse-emploi de Rimouski-Neigette offriront aux recrues et aux employeurs tout leur soutien pour assurer l'intégration, la formation et le maintien en emploi. Ce projet de stages est rendu possible grâce à AGRlcarrières et à la Commission des partenaires du marché du travail. ✕



© AGRlcarrières

COLLOQUE SUR L'AGROTOUTISME ET LA MISE EN MARCHÉ DE PROXIMITÉ

La deuxième édition du Colloque sur l'agrotourisme et la mise en marché de proximité a eu lieu le 21 janvier au Campus La Pocatière de l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) sous le thème « Fabriquer la différence ». Les trois conférenciers, Paul-Louis Martin, Emmanuelle Choquette et Alex Cruz, ont tour à tour abordé l'histoire de l'identité alimentaire québécoise, l'importance d'un bon plan de commercialisation pour accéder aux marchés et les façons d'innover dans le Québec d'aujourd'hui. Des propriétaires d'entreprises à succès du Kamouraska – la Fromagerie Le Mouton Blanc, de La Pocatière, la Ferme du Sillon, de Saint-Alexandre-de-Kamouraska, et les Jardins Kamouraska, de Saint-Pascal – ont partagé avec la centaine de participants leurs bons coups ainsi que les moyens mis de l'avant pour surmonter les embûches. Les représentants du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) ont dévoilé les résultats du Diagnostic agrotouristique du Bas-Saint-Laurent, qui dresse un portrait de l'offre agrotouristique régionale, des pratiques actuelles et des besoins des entrepreneurs. La synthèse de cette étude est disponible sur le site du MAPAQ à l'adresse suivante : <http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Publications/syntheseagrotourismebsldixsept.pdf>. ✕

ESTRIE

UNE FORMATION POUR LES NOUVEAUX ÉLUS

Le 14 février, la Fédération de l'UPA-Estrie a organisé une journée de formation conçue pour les nouveaux élus des syndicats locaux, mais ouverte à tous les administrateurs. En plus de présenter l'histoire, la mission et le fonctionnement de l'Union, l'activité a abordé les rôles et responsabilités des élus ainsi que les meilleures pratiques en matière de vie syndicale. Vous avez manqué cette formation et vous aimeriez la suivre? Communiquez avec votre conseiller à la vie syndicale, car elle pourrait être offerte à nouveau. ✕

MAXIME LAFOND, ÉLU PRÉSIDENT DU SYRAE

Le 3 février, les membres du Syndicat de la relève agricole de l'Estrie (SYRAE), réunis à Sherbrooke pour leur assemblée générale annuelle, ont élu Maxime Lafond, de Weedon, à la présidence. Il succède à David Beauvais, qui demeure administrateur du Syndicat. Elizabeth Côté, de Cookshire, et Christian Arnold, de Danville, remplacent Catherine Roy et Mado Bernier à titre de membres du conseil. ✕



David Beauvais, Benoît Simard, Maude Fontaine, André Rousseau, Élisabeth Côté, Vincent Bolduc, Maxime Lafond, Christian Arnold et Francis Mayrand. N'apparaissent pas sur la photo : Alex Roy et Félix Normandin.

FORMATION ET EMPLOIS EN PRODUCTION LAITIÈRE

AGRIcarrières et la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) ont mis sur pied, de concert avec les municipalités de Sainte-Françoise et de Fortierville, un projet de formation et d'intégration de personnes immigrantes dans des emplois agricoles. L'objectif est de pourvoir six postes d'ouvriers dans des fermes laitières tout en revitalisant ces municipalités. Le Centre d'emploi agricole (CEA) assiste les producteurs dans ce projet. Les candidats sélectionnés suivront sensiblement le même cheminement que celui établi au Bas-Saint-Laurent pour un projet similaire, soit :

- une visite exploratoire de la ferme de leur nouvel employeur et de la municipalité;
- un stage d'expérimentation de trois jours;
- une formation théorique d'une journée;
- un stage rémunéré de quatre semaines;
- un apprentissage rémunéré de 20 semaines chez un employeur.

L'étape ultime est d'occuper un emploi permanent et de poursuivre le Programme d'apprentissage en milieu de travail jusqu'à l'obtention d'un certificat de qualification professionnelle. ✕



JOURNÉE DES LEADERS

Les administrateurs des syndicats locaux, spécialisés et régionaux de l'UPA ont participé, le 14 mars, à la Journée des leaders. Le conférencier Luc Richard Poirier, d'Intelligence Santé, a donné le ton avec une présentation remplie d'humour et de simplicité : Osez l'équilibre dans un monde de fous. Quant à l'atelier sur le thème « Consommateurs : exigences et contradictions », il a permis aux leaders de réaliser, à leur grande surprise, que les motivations et les attitudes des consommateurs sont parfois complexes. ✕

BIENVENUE AUX NOUVEAUX ÉLUS DE LA FÉDÉRATION

Bienvenue à Sabrina Caron (L'Érable) et Claire Bédard (Agricultrices), qui se sont jointes au conseil d'administration de la fédération régionale en février. Bienvenue également à Yvan Fréchette, nouvellement élu au conseil exécutif. ✕

À LA RENCONTRE DU MONDE MUNICIPAL

Importante opération de rapprochement avec le monde municipal, la tournée que les élus de la Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec ont amorcée l'an dernier les a amenés à la rencontre des représentants de 25 municipalités et MRC. S'il s'agit de faire connaître l'UPA et de rappeler l'importance que joue l'agriculture dans la région du Centre-du-Québec, cette tournée vise également à faciliter la concertation dans les dossiers d'aménagement du territoire et de développement de l'agriculture. ✕

ACTIVITÉS DE PRÉVENTION

Tous les syndicats locaux affiliés à la Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec organiseront cette année l'activité de prévention intitulée Sur votre ferme, contrôlez les énergies. Les deux syndicats de Drummond tiendront leur activité le 21 mars au restaurant Chez Louis, à Drummondville. Bécancour tiendra la sienne au Moulin Michel, le 31 mars, et Nicolet, le 14 avril. Les Syndicats de Victoriaville et ses environs, des Bois-Francs et de l'Érable présenteront une formation conjointe le 22 juin. Tous les détails au www.centre-du-quebec.upa.qc.ca. ✕

SANTÉ PSYCHOLOGIQUE : HUIT SENTINELLES DE PLUS

La toute première formation de sentinelles offerte aux intervenants du Centre-du-Québec remonte à 2010. Cinquante personnes avaient alors été sensibilisées au phénomène de la détresse psychologique. De ce nombre, sept avaient suivi une formation plus approfondie. Dans la foulée du plan d'action en santé psychologique adopté par l'Union en 2015, la Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec a décidé d'intensifier ses interventions. En février dernier, une formation spécialement destinée au milieu agricole a ainsi été dispensée et aujourd'hui, huit nouveaux intervenants agricoles s'ajoutent à l'effectif existant, un atout inestimable sur le terrain. ✕



JEUNES TRAYEURS DESJARDINS

On le sait, les producteurs laitiers font face à une rareté de main-d'œuvre. Pour répondre à ce besoin, des partenaires de la région ont mis sur pied le projet Jeunes trayeurs Desjardins, qui offre à des jeunes du secondaire une formation de courte durée sur la traite des vaches. Ce projet vise à former une centaine de jeunes résidant partout sur le territoire centricois. Les formations seront offertes dans différentes localités au cours de 2017. Le projet Jeunes trayeurs Desjardins permettra aux producteurs de recruter une main-d'œuvre occasionnelle apte à effectuer des traites le soir, les fins de semaine et durant les périodes de relâche scolaire. En plus de leur permettre d'acquérir des compétences, le projet pourrait aider ces jeunes à préciser leur orientation professionnelle en optant pour l'agriculture. Les organisateurs se rendront dans les écoles secondaires du Centre-du-Québec au cours des prochaines semaines pour en faire la promotion. Les producteurs laitiers souhaitant embaucher un « Jeune trayeur Desjardins » doivent contacter Maxime Sauvageau, du Centre d'emploi agricole, au 819 519-5838, poste 178. ✕



LES « 6 À 8 FESTIFS », TOUJOURS AUSSI POPULAIRES

Cette année, des « 6 à 8 festifs » ont lieu aux deux extrémités du territoire, soit à Lyster et à Drummondville. Une quinzaine de producteurs ont assisté au « 6 à 8 festif » de Lyster et une vingtaine sont attendus à Drummondville le 16 mars. Une conférence sur l'embauche de travailleurs étrangers y sera présentée. En février, une quarantaine de producteurs ont pris part à un « 6 à 8 festif » à Notre-Dame-du-Bon-Conseil. Huit d'entre eux étaient alors venus expliquer en quoi consiste leur travail d'éleveur à forfait. ✕

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

RENCONTRES AVEC LES LEADERS SOCIOÉCONOMIQUES

Depuis le début de février, le président de la Fédération de l'UPA de l'Abitibi-Témiscamingue, Sylvain Vachon, rencontre les leaders économiques et sociaux ainsi que les élus municipaux de la région pour leur rappeler combien l'agriculture joue un rôle majeur dans l'occupation du territoire et le développement régional. Avec ses 535 entreprises, près de 1 900 emplois directs dépendent de l'agriculture, une activité qui génère des revenus bruts de près de 125 M\$ par année dans la région. L'agriculture fait également rouler l'économie régionale avec des dépenses annuelles en immobilisations de plus de 5 M\$, sans compter les sommes consacrées à l'achat d'intrants. Cependant, les plus récentes données de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, publiées en novembre 2016, démontrent que l'agriculture régionale perd du terrain : baisse de 8 % du nombre de fermes de 2011 à 2015, diminution du revenu net de 32 % entre 2010 et 2014, recul de 30 % des investissements en immobilisations de 2010 à 2016, et chute de 73 % de l'aide versée en assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA) de 2011-2012 à 2014-2015. Dans un tel contexte, le président de la Fédération estime que l'appui des leaders socioéconomiques du territoire est crucial pour aider le milieu agricole à sortir de cette impasse. ✕

LES PRODUCTEURS DE BOVINS D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE À LA RENCONTRE DE LEURS MEMBRES

C'est dans une ambiance décontractée que le Syndicat des producteurs de bovins d'Abitibi-Témiscamingue (SPBAT) a accueilli ses membres pour la deuxième édition de la Tournée bovine, au mois de décembre. Le SPBAT et le Réseau Agriconseils y présentaient entre autres une conférence intitulée Coût de semi-finition des veaux d'embouche. La tournée s'est arrêtée à La Sarre, à Amos et à Saint-Bruno-de-Guigues. ✕

BILAN DE LA TOURNÉE D'INFORMATION DES PRODUCTEURS DE LAIT

Prix du lait, stratégies touchant les ingrédients laitiers, émission de quotas et mise en place graduelle des prochains volets du programme ProAction étaient à l'ordre du jour de la tournée d'information des Producteurs de lait d'Abitibi-Témiscamingue, du 1^{er} au 3 février. Organisée par le Syndicat des producteurs de bovins d'Abitibi-Témiscamingue, une formation sur la *Salmonella* Dublin, destinée aux éleveurs laitiers et bovins, faisait également partie de cette tournée à laquelle plus de 80 éleveurs ont participé. ✕



LE PLAN STRATÉGIQUE 2016-2019

Le nouveau plan stratégique 2016-2019 de la Fédération de l'UPA de la Montérégie a été adopté le 25 janvier. Un sondage réalisé préalablement auprès de 500 producteurs agricoles de la région avait permis de jeter les bases pour la réflexion menée par les administrateurs de la Fédération dans l'élaboration de ce plan. Pour répondre aux attentes exprimées, quatre grandes priorités ont été retenues : le sentiment d'appartenance à l'Union, le leadership, l'occupation dynamique du territoire et le développement des services. La communication, la mobilisation et l'innovation guideront les actions des administrateurs et des employés en vue de l'atteinte, d'ici 2019, de la douzaine d'objectifs que s'est fixés la Fédération. Les détails au www.upamonteregie.ca, sous les onglets *La Fédération, Organigramme, Mission, Vision, Valeurs*. ✕

ÉRIC BEAUREGARD À LA TÊTE DU SYNDICAT DE L'UPA DE LA RIVIÈRE NOIRE



Depuis le 6 octobre dernier, Éric Beauregard, producteur de lait et de grandes cultures de Roxton Falls, est le nouveau président du Syndicat de l'UPA de rivière Noire, en remplacement de Claude Lapointe, qui a été élu 2^e vice-président de la Fédération de l'UPA de la Montérégie. M. Beauregard, qui était auparavant vice-président du Syndicat, est actif au sein de l'Union depuis plus de 25 ans. ✕

BEAU SUCCÈS DU PREMIER « SPEED DATING » DE LA RELÈVE

Vous êtes passionné d'agriculture? Vous avez entre 18 et 40 ans et êtes célibataire? Si vous avez répondu oui à ces questions, vous étiez peut-être à la soirée de *speed dating* de l'Association de la relève agricole de Saint-Hyacinthe, au resto-bar Dooly's, le 14 février. Avec une centaine de participants, cette première soirée de rencontres entre des agricultrices et des agriculteurs a connu un franc succès. ✕



EFFERVESCENCE DANS LES RANGS DE LA RELÈVE

À leur assemblée générale annuelle du 10 février, les membres de l'Association de la relève agricole de la Montérégie-Ouest ont élu Francis Lebœuf et Camélia Pigeon aux postes de président et de vice-présidente. De nouveaux administrateurs occupent les trois postes désormais réservés aux jeunes agriculteurs anglophones : Jérémie Lebœuf représente les Jardins-de-Napierville et Marie-Philippe Dulude et Benoit Curé, le Haut-Saint-Laurent.

Les membres de l'Association de la relève agricole de Saint-Hyacinthe ont pour leur part atteint la parité hommes-femmes au sein de leur CA de 12 membres. Julie Bissonnette, présidente, Kévin Richard, 1^{er} vice-président, et Marie-Ève Rivard, 2^e vice-présidente, ont été réélus dans leurs fonctions, et Caroline Fontaine s'est jointe au comité exécutif à titre de trésorière. Il reste un poste d'administrateur à pourvoir dans Vaudreuil-Soulanges et une place vacante dans Richelieu-Yamaska. Avis aux intéressés! ✕

RENCONTRE DES PRODUCTEURS ANGLOPHONES AUX VERGERS HILLSPRING

Malgré une température peu clémente, plus de 30 producteurs, dont certains venus des États-Unis, ont participé, le 24 janvier, à la rencontre des producteurs anglophones de la Montérégie. L'activité, qui avait lieu à la cabane à sucre Hillspring Orchards, de Franklin Centre, a joint l'utile à l'agréable puisqu'une conférence sur l'industrie laitière du Vermont et un spectacle humoristique de Joey Elias ont été présentés. ✕



LE SYNDICAT DE L'UPA DE RIVIÈRE NOIRE MET SES PRODUCTEURS EN VEDETTE

Pour faire connaître l'apport de l'agriculture dans la MRC d'Acton, le Syndicat de l'UPA de rivière Noire fait paraître depuis l'automne, dans l'hebdomadaire *La Pensée de Bagot*, des publicités où sont mis en vedette les agriculteurs du territoire et leurs productions. L'objectif est de présenter à la population ces passionnés dont la mission quotidienne est de nourrir leurs concitoyens en produisant des aliments de la plus haute qualité. ✕



Olivier Lapointe, agriculteur

EN ROUTE VERS LE PDZA DE LA MRC ROBERT-CLICHE

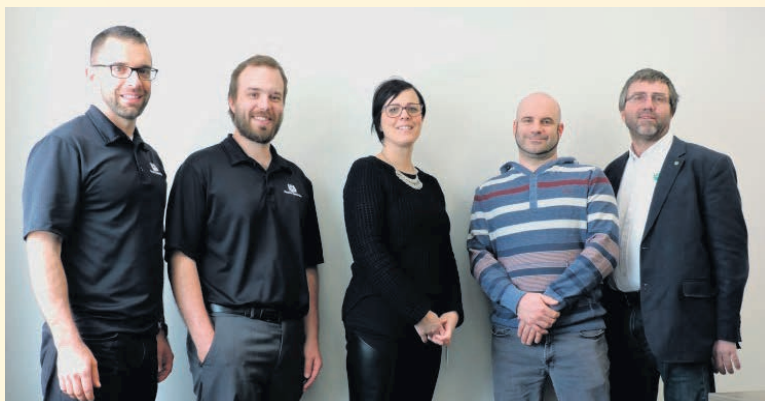
La MRC Robert-Cliche a organisé, le 17 janvier, un forum en vue de l'élaboration de son plan de développement de la zone agricole (PDZA). Parmi les 75 participants, on comptait des élus municipaux, des représentants d'organismes socioéconomiques et une vingtaine d'agriculteurs. Après avoir fait un survol des activités agricoles et agroalimentaires de la MRC, les organisateurs ont invité les participants à prioriser des actions en fonction de six enjeux majeurs telles la cohabitation harmonieuse avec la communauté et l'utilisation durable du territoire et de ses ressources. La MRC devrait adopter son PDZA d'ici quelques semaines. ✕



UNIR NOS FORCES POUR LA PRÉVENTION DU SUICIDE

La fédération régionale et le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Chaudière-Appalaches ont uni leurs voix pour lancer la 27^e Semaine de prévention du suicide sur le thème « Le suicide n'est pas une option ». Les deux organisations, qui placent la santé psychologique des agriculteurs au cœur de leurs priorités, souhaitent former une centaine de sentinelles agricoles réparties dans toute la région. Pour en savoir plus, on peut communiquer avec la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches au 1 800 463-8001.

Vous avez besoin d'aide, pour vous ou pour un proche? Appelez sans tarder au 1 866 APPELLE (277-3553). Des ressources compétentes sont à votre disposition 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. ✕



François Gamache, sentinelle, Anthony Morin, sentinelle, Nathalie Latulippe, formatrice sentinelle au CISSS de Chaudière-Appalaches, Sylvain Milot, sentinelle, James Allen, président du Comité de prévention de la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches.

DES PRODUCTEURS LOCAUX EN VEDETTE AU MARCHÉ AUBONNE TRADITION L'ISLET

Pour promouvoir les aliments locaux, de même que celles et ceux qui les produisent, des affiches grand format de sept producteurs et productrices agricoles de L'Islet et de ses environs décorent désormais les allées du Marché Tradition de cette municipalité. Le dévoilement a été fait le 25 janvier à l'épicerie, en présence de plusieurs agriculteurs et partenaires du projet d'affichage, fruit d'une collaboration entre la Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches et les deux paliers de gouvernement. Comme l'a rappelé Alain Talbot, du Comité de développement de l'agriculture de la fédération régionale : « Les consommateurs aiment bien savoir d'où proviennent leurs aliments. Et pour nos producteurs, c'est encourageant de voir l'épicerie locale les mettre à l'avant-plan. » ✕



Norbert Morin (député de la Côte-du-Sud), Roger Morneau (1^{er} vice-président du Syndicat de l'UPA de L'Islet), Daniel Dubé (Ferme Pré Rieur, de Saint-Jean-Port-Joli), Louise Blanchet (Production 4 saisons), Alexandre Caron (Ras l'Bock), Alain Talbot (Comité de développement de l'agriculture, Fédération de l'UPA de la Chaudière-Appalaches), Robert Tremblay (Fromagerie Port-Joli) et Jude Bonneau (Marché Aubonne Tradition, de l'Islet).

LE PDZA DE LA MRC DE LOTBINIÈRE EST OFFICIELLEMENT LANCÉ

La MRC de Lotbinière a entériné son plan de développement de la zone agricole (PDZA) le 8 février. D'ici 2020, la santé économique, les conditions favorables à la relève, l'équilibre des écosystèmes, le maintien d'une cohabitation heureuse, l'image de marque des aliments et une offre agrotouristique attrayante sont les grands enjeux auxquels le PDZA s'attaquera en priorité. Pour 2017, trois activités sont déjà prévues : une participation au Salon de l'établissement en agriculture, une formation intitulée *Famille en affaires : stratégie gagnante!* et une participation au congrès de la Fédération de la relève agricole du Québec (FRAQ). ✕



David Bilodeau, de la Ferme des Crêtes à Saint-Agapit, est le président du comité local de la relève Lotbinière-Sud.

FORUM BIOALIMENTAIRE DE LA CÔTE-NORD

La 5^e édition du Forum bioalimentaire de la Côte-Nord, qui s'est déroulée les 25 et 26 janvier au Centre des arts de Baie-Comeau sous le thème « La recette de votre succès », a accueilli 150 personnes. Avec ses conférences, ses tables rondes et son Salon du terroir, l'événement lève le voile sur les nouvelles tendances de l'industrie. Le souper de neuf services qui clôturait le Forum a été concocté par trois chefs de la région, Sébastien L'Écuyer, Candide Royer et Jean-Sébastien Sicard, qui ont su mettre en vedette les meilleurs produits nord-côtiers pour le plus grand plaisir des gastronomes. ✕



Martial Hovington, président de la Fédération de l'UPA de la Côte-Nord et de la Table bioalimentaire, et Marc Normand, directeur général de la Table bioalimentaire, tous deux responsables du 5^e Forum bioalimentaire de la Côte-Nord.

UNE JOURNÉE BOVINE CONSACRÉE AU VEAU D'EMBOUCHE

Les 70 producteurs qui ont participé à la Journée bovine, le 15 février, ont pu visiter les fermes C.F.M. SENC, de Baie-Saint-Paul, et la ferme Pierre Racine, de Saint-Tite-des-Caps, toutes deux spécialisées dans l'élevage du veau d'embouche. Il a entre autres été question de génétique, de gestion du troupeau et de systèmes de caméras de surveillance. Les Producteurs de bovins de la Capitale-Nationale-Côte-Nord, la direction régionale du MAPAQ et Jocelyn Jacob, conseiller à Bovi-Expert, ont fait équipe pour organiser l'événement. ✕



Visite à la ferme C.F.M. SENC, de Baie Saint-Paul, propriété de Francis Ménard.

TRAVAILLEUSE SOCIALE EN MILIEU AGRICOLE

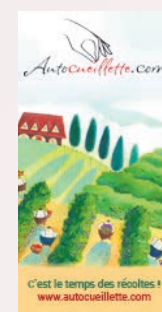
Les producteurs agricoles de la grande région de Charlevoix peuvent maintenant compter sur l'expertise d'une travailleuse sociale qui se consacre au milieu agricole. Depuis décembre dernier, Mélanie Gourde offre du soutien et de l'accompagnement professionnel aux agriculteurs, à leur famille et aux intervenants du monde agricole. Productrice laitière avec son conjoint, et administratrice à l'UPA du Syndicat de Charlevoix-Ouest et à la Fédération, Mme Gourde est technicienne et bachelière en travail social. Elle a développé cette spécialité par passion pour les agriculteurs. Son approche des plus constructives est orientée vers le bien-être de l'agriculteur et de sa famille. Elle est motivante, axée sur les solutions et invite à passer l'action. Pour joindre Mélanie Gourde : 418 617-9741 ou ts-mgourde@hotmail.com. ✕



© Émilie Bernier

ADHÉSION AU WWW.AUTOCUEILLETTE.COM POUR LA SAISON 2017

Le site www.autocueillette.com et sa page Facebook invitent les consommateurs à découvrir les bonnes adresses où ils pourront, pendant la belle saison, pratiquer l'autocueillette et récolter eux-mêmes toute une gamme de fruits et de légumes frais. Le site, qui regroupe une trentaine d'entreprises de la Capitale-Nationale, permet aux fans de l'autocueillette de découvrir et de repérer facilement des entreprises, selon le territoire et la production. Les fermes qui veulent profiter de cette vitrine peuvent communiquer avec Françoise Bossiroy : fbossiroy@upa.qc.ca ou 418 872-0770, poste 247. ✕



PASSAGE DES OISEAUX MIGRATEURS : VERS DES SOLUTIONS CONCERTÉES

Le Syndicat de l'UPA de Portneuf a tenu, le 10 février, une activité de formation et de réseautage sur les problèmes reliés au passage des oiseaux migrateurs en territoire agricole. Réunissant des agriculteurs et des représentants de la Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs de la Capitale-Nationale, le déjeuner-causerie a permis de discuter des solutions pour remédier aux dommages causés par les oiseaux migrateurs, de l'embauche d'effaroucheurs et de la présence accrue de chasseurs sur les terres, notamment. Le Syndicat espère que cette activité de réseautage va aider agriculteurs, chasseurs et effaroucheurs à travailler en plus étroite collaboration, tout en respectant les principes d'une cohabitation harmonieuse. ✕

FORMATION POUR LES NOUVEAUX PRODUCTEURS ACÉRIQUES

Le Syndicat des producteurs acéricoles de Québec–Rive-Nord a tenu, le 22 février, une soirée d'information à laquelle étaient conviés les propriétaires des 13 entreprises de la région ayant obtenu du contingent acéricole pour les volets Relève et Démarrage, à la suite de la mise en production de cinq millions de nouvelles entailles en 2016. Le syndicat régional a utilisé le matériel conçu expressément pour les nouveaux acériculteurs par la Fédération des producteurs acéricoles du Québec (FPAQ). Parmi les sujets abordés, mentionnons les outils de mise en marché collective, les modes de paiement, le classement et l'inspection du sirop ainsi que les meilleures techniques de production. ✕

AGIR EN SENTINELLE POUR PRÉVENIR LE SUICIDE

Parmi leurs actions visant à contrer la détresse psychologique chez les agriculteurs, le Centre d'emploi agricole et le Collectif en formation agricole de la région de la Capitale-Nationale–Côte-Nord ont dispensé, en février, sur la Côte-de-Beaupré et dans Portneuf, la formation *Agir en sentinelle pour la prévention du suicide*. Pendant l'activité, que le Centre de prévention du suicide a adaptée aux réalités du milieu agricole, une trentaine de participants ont appris comment dépister des personnes potentiellement à risque et les orienter vers les ressources appropriées. ✕

DE L'ÉTABLE AU MUSÉE

Au cours de la dernière année, les deux syndicats locaux de Charlevoix, la fédération régionale ainsi que Les Producteurs de lait du Québec se sont associés au Musée de Charlevoix pour la réalisation de l'exposition *De l'étable au musée*. Il s'agit d'un événement grand public qui traite de l'élevage des vaches dans la culture québécoise : l'histoire des races, le développement des industries laitière et de boucherie, les soins vétérinaires, l'alimentation, l'insémination artificielle, la formation agricole, les nombreux produits dérivés, les expressions linguistiques et les représentations de ce type d'élevage en art populaire.

Cette collaboration avec l'UPA a permis à l'événement de bénéficier d'un appui financier et de conférences données par des producteurs de la région de Charlevoix. Ces derniers s'entretiennent avec les visiteurs des différentes facettes entourant la pratique de l'agriculture. Les intéressés ont jusqu'à Pâques pour découvrir cette exposition, qui se tient au Musée de Charlevoix. ✕



On peut visiter l'exposition *De l'étable au musée* jusqu'à Pâques.

OUTAOUAIS-LAURENTIDES

ÉPREUVES AMICALES À L'AGA DE LA RELÈVE

C'est en combinant compétition amicale et assemblée générale annuelle (AGA) que le Syndicat de la relève agricole Laurentides-Outaouais (SRALO) a tenu, le 18 février, son troisième DéfiFRAQ. Les membres ont d'abord croisé le fer avec des représentants de la Relève agricole de Lanaudière (RAL) dans des épreuves de force et d'ingéniosité : roulette de la fortune, concours de sciage, chasse au trésor et reconstitution d'un circuit électronique. Si l'équipe de la RAL en est sortie victorieuse, les participants ont tous fait le plein de camaraderie interrégionale et de soleil dans l'érablière de la Ferme Modo, de Mirabel, avant d'entreprendre les tâches plus sérieuses de l'AGA en après-midi. ✕



Kristian Forget, producteur laitier, à l'épreuve de la roulette laurentienne, sous l'œil amusé de Christelle Brassard, productrice laitière.

C'EST COMMENT, ÊTRE AGRICULTEUR?

Qui de mieux qu'un représentant de la relève pour répondre aux questions d'étudiants en agriculture? C'est ce qu'a fait Louis Forget, président du SRALO, en visitant, en début d'année, le Centre de formation agricole de Mirabel (CFAM) et le Collège Lionel-Groulx. Quel est son horaire de travail? Quels sont ses plus grands défis? Son entreprise est-elle endettée? Et si c'est le cas, comment fait-il face à cette réalité? En plus de répondre à ces questions, Louis Forget a abordé des sujets d'ordre général comme le transfert d'entreprise, l'accaparement des terres et le syndicalisme agricole. ✕

UN COLLOQUE EN GRH

Le Centre d'emploi agricole (CEA) de la Fédération de l'UPA d'Outaouais-Laurentides a organisé, le 14 février, une journée de formation sur les outils et les programmes à la disposition des entrepreneurs agricoles dans le domaine de la gestion des ressources humaines. Les conférenciers ont abordé les questions des travailleurs étrangers temporaires, de l'équité salariale, du Programme aux citoyens de Service Canada et du Régime volontaire d'épargne-retraite. ✕



Le conseiller réglementé en immigration canadienne Denis Roy, de l'UPA, pendant sa présentation sur le Programme des travailleurs étrangers temporaires.

PUITS MUNICIPAUX : À QUAND UN PROGRAMME DE COMPENSATION FINANCIÈRE ?

Une nouvelle édition du Guide sur les principes d'atténuation et de compensation des activités agricoles relativement aux installations de prélèvement d'eau a été mise en ligne par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques en mars 2016. Un programme de soutien technique et financier à l'intention des municipalités devait accompagner ce guide afin, notamment, de compenser les pertes de revenus des producteurs agricoles résultant de mesures de protection d'une source d'eau potable d'une municipalité. Malheureusement, ce programme n'est toujours pas en vigueur.

C'est dans ce contexte que la Fédération régionale de l'UPA de Lanaudière (FUPAL) a demandé à la Confédération de l'UPA et au député de Berthier et porte-parole de l'opposition en matière d'agriculture, André Villeneuve, de faire pression sur le gouvernement pour obtenir ce programme. Ayant participé, en 2002, à la création de la première entente de compensation pour les puits de Lanoraie, alors qu'il en était le maire, André Villeneuve est la personne toute désignée pour mener des représentations efficaces sur cette question. Pour plus d'information, les agriculteurs concernés peuvent s'adresser à la FUPAL. ✕

DES CONFÉRENCIERS DE RENOM À L'ASSEMBLÉE DE LA FUPAL

La fédération régionale a accueilli des conférenciers de renom à son assemblée d'information du 18 janvier. Le directeur général de la Fondation David Suzuki, Karel Mayrand, a entretenu les participants au sujet de l'impact des changements climatiques sur notre agriculture et notre souveraineté alimentaire. Le journaliste et ancien animateur de *La semaine verte*, Errol Duchaine, a brossé un portrait de l'évolution de l'agriculture au fil des ans et a rappelé les liens qui l'unissent aux agriculteurs du Québec. Une centaine de producteurs et de partenaires du monde agricole ont assisté à l'événement. ✕



Errol Duchaine a brossé un portrait de l'évolution de l'agriculture au fil des ans.

STAGE UPA DI DANS LANAUDIÈRE EN 2017 : FERMES HÔTES RECHERCHÉES

L'été prochain, UPA Développement international (UPA DI) accueillera six délégués venant d'Haïti, du Sénégal et du Mali, qui participeront à un stage technique de 10 semaines dans des fermes lanaudoises. La FUPAL est donc à la recherche de trois fermes évoluant dans les secteurs caprin, ovin ou bovin, ou qui cultivent du maïs ou du soya, et qui sont prêtes à accueillir deux stagiaires durant neuf semaines. Les producteurs intéressés peuvent communiquer avec Dominique Ste-Marie au 450 753-7486, poste 234. ✕



BÉNÉFICIEZ D'UNE SUBVENTION SALARIALE POUR EMBAUCHER UN APPRENTI AGRICULTEUR LANAUDOIS!

Le Carrefour jeunesse-emploi D'Autray-Joliette vient de lancer un projet novateur qui permet à des jeunes désirant travailler en agriculture d'effectuer des stages rémunérés dans le but de décrocher un emploi à la ferme. L'agriculture, mon avenir! se déroule en deux phases : la première permet à une douzaine de jeunes de travailler dans différentes productions. La deuxième aide chacun de ces jeunes à obtenir un emploi chez un producteur de son choix. Une subvention salariale sera disponible pour les producteurs qui accueilleront des jeunes dans leur entreprise. Les agriculteurs intéressés peuvent appeler Daniel Samson, du Carrefour jeunesse-emploi D'Autray-Joliette, au 450 755-2226. ✕

WEBINAIRE
GRATUIT

LE LUNDI 27 MARS
10 H À 11 H

OPTIMISER LA GESTION D'UNE ENTREPRISE AGRICOLE

Producteurs agricoles conférenciers :

Mme Louise St-Arnaud, copropriétaire / *Les Serres Frank Zyromski (Laurentides)*
M. Ghislain Cloutier, copropriétaire cédant / *Ferme Amico (Chaudière-Appalaches)*
M. Jacques Cloutier, copropriétaire relève / *Ferme Amico (Chaudière-Appalaches)*



SE FORMER
EN SAVOIR PLUS

Une initiative de :

UPA POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles
190563

Information/Inscription : uplus.upa.qc.ca

NE MANQUEZ PAS NOTRE BRUNCH GRATUIT DU 26 MARS

Le 26 mars, à 9 h 30, au Club de golf Métabéroutin de Trois-Rivières, sera servi le brunch offert en marge de l'assemblée générale annuelle (AGA) de la Fédération de l'UPA de la Mauricie. Le thème de cette rencontre gratuite est « SOYER » solidaires. À cette occasion, le producteur d'asclépiades et fondateur de la Coopérative Monark, Daniel Allard, prononcera une conférence sur la soie du Québec, cette mauvaise herbe qui pourrait bien révolutionner l'industrie du vêtement de plein air. Soyez là pour participer aux décisions de votre organisation et constater l'ampleur du travail qu'elle a abattu au cours de la dernière année. Des surprises sont prévues et plus de 1 000 \$ en bourses seront attribués à des producteurs et à des membres de la relève. Tous les détails au www.upacestmoi.ca/aga. ✕



L'asclépiade, la nouvelle soie du Québec, sera à l'honneur lors l'AGA de la Fédération.

LA TABLE EN AGROENVIRONNEMENT ÉTABLIT SES PRIORITÉS

Le 1^{er} février, la Table de concertation régionale en agroenvironnement de la Mauricie (TCRAM) a organisé une rencontre. La vingtaine de partenaires qui la composent clubs-conseils en agroenvironnement, organismes de bassins versants, ministères, organismes publics en environnement et Fédération de l'UPA de la Mauricie ont priorisé trois enjeux majeurs cette année : la qualité de l'eau, la santé des sols et le transfert de connaissances. La Table devrait dévoiler son plan d'action ce printemps. ✕

LA STATION DE RADIO 103,1 FM POURSUIT SA CAMPAGNE SUR L'AGRICULTURE

Fière du succès qu'elle a obtenu avec sa campagne radiophonique qui mettait les agriculteurs de Maskinongé à l'honneur, la station de radio 103,1 FM répétera l'expérience en 2017. En collaboration avec le Syndicat de l'UPA de Maskinongé, elle diffusera, d'ici la fin de l'année, une quarantaine de capsules présentant des portraits de producteurs inspirants, les bons coups de l'agriculture réalisés sur le territoire ainsi que les spécificités agricoles de la MRC de Maskinongé. ✕

LES PRODUCTEURS ACÉRICOLES SE PRÉPARENT POUR UNE NOUVELLE SAISON

Le lundi 30 janvier, le Syndicat des producteurs acéricoles de la Mauricie (SPAM) a convié les nouveaux acériculteurs à une activité de formation. Pour le président du Syndicat Éric Bouchard, il était essentiel de souhaiter la bienvenue et de présenter les différents outils de mise en marché aux huit entreprises de la région ayant obtenu un nouveau contingent l'automne dernier. Le 6 février, dans le cadre de sa tournée d'hiver, la Fédération des producteurs acéricoles du Québec (FPAQ) a cette fois invité l'ensemble des acériculteurs à une rencontre régionale. Le président de la FPAQ, Serge Beaulieu, et le directeur général Simon Trépanier, ont fait le point sur 2016 : une année exceptionnelle au chapitre de la production. Le SPAM a terminé la soirée en remettant des colorimètres aux acériculteurs qui les avaient commandés. ✕

UN SÉCURIJOUR POUR LES ENFANTS DE SAINT-ALEXIS-DES-MONTS

La Fédération de l'UPA de la Mauricie, en collaboration avec le Syndicat de l'UPA de Maskinongé, offrira en mai prochain un atelier Sécurijour aux enfants de l'école des Boisés, à Saint-Alexis-des-Monts. Pendant cette journée, les jeunes, de la maternelle à la sixième année, participeront à des ateliers de prévention relatifs à la vie dans une ferme, mais aussi à la vie quotidienne. Une dizaine de ces journées thématiques ont eu lieu en Mauricie depuis 2007, année où Yamachiche a organisé le premier Sécurijour dans la région. À l'échelle canadienne, plus d'un million et demi d'enfants ont été sensibilisés à la prévention grâce à cette activité mise sur pied en 1995 par la Progressive Agriculture Foundation. ✕

LA RELÈVE AGRICOLE RÉUNIE EN AGA

Le 14 février, près de 25 jeunes ont participé à l'AGA de la Relève agricole de la Mauricie (RAM). Après le brunch, Mélanie Vallée, du Service d'accompagnement sur l'avenir des entreprises agricoles, a présenté un projet de maillage entre aspirants agriculteurs et propriétaires sans relève. Les porte-parole de la fédération régionale et de la Fédération de la relève agricole du Québec ont fait le tour des enjeux de l'heure. Puis, les membres de la RAM ont élu Kevin Montplaisir, Marc-Olivier St-Louis et Andréane Dupont au conseil d'administration. La présidente de la RAM, Marie-Christine Brière, en a profité pour remercier du fond du cœur les administrateurs sortants Martin Lamy, Florence Lefebvre St-Arnaud et Jean-Félix Morin-Nolet, et souhaiter la meilleure des chances à leurs successeurs. ✕



AGA DES PRODUCTEURS DE BOVINS

Une trentaine d'éleveurs et d'intervenants du milieu ont assisté à l'assemblée générale annuelle (AGA) du Syndicat des producteurs de bovins du Saguenay–Lac-Saint-Jean, le 7 février, à Alma. Ann Fornasier, des Producteurs de bovins du Québec, y a présenté les faits saillants d'une étude récente sur les coûts de production dans le veau d'embouche et le bouvillon d'abattage. L'assemblée a adopté des résolutions qui portent entre autres sur le changement de nom du Syndicat et sur le mode de compensation pour la vente d'animaux reproducteurs. ✕

BILAN DE LA TOURNÉE D'INFORMATION DES PRODUCTEURS LAITIERS

Pendant leur tournée régionale de janvier, les Producteurs de lait du Saguenay–Lac-Saint-Jean ont fait le bilan de l'année 2015-2016. Ils ont regardé de près l'année laitière 2015-2016, l'émission de quotas et la gestion de production. Les accords sur le commerce international, la stratégie des ingrédients laitiers et le programme ProAction ont également fait l'objet de beaucoup d'attention. Les quatre sessions qui ont eu lieu à Normandin, Alma, Chicoutimi et L'Anse-Saint-Jean ont rejoint 120 producteurs laitiers. ✕

GRAND RENDEZ-VOUS DE LA RELÈVE AGRICOLE

Le Grand rendez-vous de la relève agricole a eu lieu le 31 janvier. Près de 140 mordus d'agriculture ont assisté à une série de conférences et de tables rondes sur la main-d'œuvre, le transfert d'entreprise et les modèles d'affaires les plus innovateurs. Pour l'ancien président du Centre régional des jeunes agriculteurs (CRJA), Daniel Girard, l'événement « représente une occasion en or de réfléchir collectivement à notre avenir et de trouver des pistes de solution novatrices pour améliorer les conditions à l'établissement ». Le Grand rendez-vous de la relève est organisé par le CRJA, en collaboration avec le Comité de concertation régional pour la relève agricole. ✕



Panel de discussion sur le transfert d'entreprise : relève apparentée et non apparentée.

L'OFFRE DE SERVICES ÉLARGIE DU CEA

Profitant de la tenue des AGA des producteurs de grains, de lait et horticoles, le coordonnateur du Centre d'emploi agricole (CEA) de la Fédération de l'UPA du Saguenay–Lac-Saint-Jean, Gilles Lajoie, et le conseiller en ressources humaines, Nicolas Maltais, ont présenté leurs nouveaux services. En plus du recrutement et de la sélection de personnel, le CEA offre maintenant toute la gamme des services et des outils de gestion des ressources humaines. Le sujet soulève d'ailleurs de plus en plus l'intérêt des entrepreneurs agricoles qui ont besoin d'une main-d'œuvre compétente, heureuse au travail et désireuse de participer à l'évolution de l'entreprise. ✕



Dans l'ordre habituel, Nicolas Maltais, nouveau conseiller RH Gilles Lajoie, coordonnateur du CEA, lors de l'AGA des producteurs de lait.

UNE JOURNÉE DE CONFÉRENCES AGRICOLES EN PRODUCTION LAITIÈRE

La Journée de conférences agricoles 2017 sur la production laitière a accueilli une centaine d'agriculteurs, d'intervenants et d'étudiants, le 21 février, à Alma. Parmi les sujets d'intérêt, citons les présentations qui ont porté sur les impacts économiques et la prévention des maladies les plus courantes, la relève, la rentabilité et la robotique. Les témoignages du propriétaire de la Ferme Drapeau et Bélanger inc., de Sainte-Françoise, lauréate du concours *Éleveur Élite du Canada 2016*, et du propriétaire de la Ferme A. B. et G. Blackburn, de Jonquière, producteur-transformateur misant sur l'automatisation, ont été les moments forts de la Journée. ✕

AGA DES PRODUCTEURS DE GRAINS

À l'occasion de l'AGA des Producteurs de grains du Saguenay–Lac-Saint-Jean, Étienne Lafrance, des Producteurs de grains du Québec, a présenté les perspectives des marchés. L'événement, qui s'est déroulé le 14 février à Alma, a accueilli une quarantaine de membres qui ont entre autres adopté des résolutions concernant la stratégie québécoise sur les pesticides 2015-2018, la déclaration obligatoire des rendements réels, l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et l'efficacité énergétique. ✕

ROULEZ SANS STRESS AVEC POINT S!



**PNEUS POUR
AUTOMOBILES
ET CAMIONNETTES**



**PNEUS
POIDS LOURD**



**PNEUS
AGRICOLES**



**SERVICES
MÉCANIQUES**



**VOTRE
PARTENAIRE
AVANTAGE**

ENTREZ LE CODE
UPA2017
DANS VOTRE PANIER
D'ACHAT SUR POINT-S.CA
POUR PROFITER DE VOTRE
RABAIS AVANTAGE*



1-866-SOS-PNEU
POINT-S.CA

189310

* Le rabais est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017 et s'applique à l'achat de pneus pour automobiles ou camionnettes et s'applique sur les services mécaniques. Voir programme pour plus d'informations. Détaillants participants seulement.

ÉTONNAMMENT ABORDABLE

ÉCONOMISEZ JUSQU'À

2 500\$

SUR LES ÉQUIPEMENTS CAT



OFFRE EXCLUSIVE AUX AGRICULTEURS DU QUÉBEC*

*Certaines conditions s'appliquent.

PROGRAMME
AVANTAGES

UPA POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles

Demandez-nous pour une démo chez vous!
1 866 462-0526 | hewittpress.ca/upa

**Hewitt
EXPRESS**



189317